Mais qui est donc le professeur Faurisson?

par François Brigneau

[1992]
+++++++++

« Très brillant professeur—Chercheur très original— Personnalité exceptionnelle. »

Pierre Citron, directeur d'UER à la Sorbonne Nouvelle. Membre du jury pour la soutenance de thèse de Robert Faurisson sur *les Chants de Maldoror* et les *Poésies* de Lautréamont. C était en 1972. Pierre Citron est d'origine juive et marié à une demoiselle Suzanne Grumbach.

*

«La "star" française du négativisme [...]. Un homme bizarre, extravagant, voire anormal [...]. Un aveugle volontaire [...] un faux savant cherchant la contre-vérité, rien que la contre-vérité, toute la contre-vérité, la contre-vérité à tout prix [...], un ignare [...]. Le fantaisiste ou le démagogue qu'est Faurisson [...] un cas de confusion mentale qui relève de la compétence des psychiatres [...] un cas d'impudence motivée par des raisons politico-financières [. . .] incorrigible et sans scrupules [...] un grotesque [...] stupide et illettré [...]. Il s'identifie avec Darquier de Pellepoix, ex-commissaire général aux Questions juives de Vichy, grossier et violent antisémite, escroc et laquais des nazis. »

Georges Wellers, directeur du *Monde juif,* dans un article intitulé « Qui est Faurisson? », paru dans le numéro de juillet-septembre 1987 de cette revue (pages 94-116).

*

« L'esprit étroit de M. Faurisson [...]. Le pseudo-historien Faurisson [...]. M. Faurisson, chef de file des détracteurs de l'histoire [...]. Faussaire de l'Histoire du génocide hitlérien [...] un homme malhonnête qui cultive de façon systématique le mensonge [...]. Un diffamateur et un provocateur

[...]. L'imprudent, l'impudique, le grotesque Faurisson [...]. Barbie-Faurisson, même combat. »

Le Droit de vivre, directeur **J. Pierre-Bloch**, numéros 443, 444, 469, 480, 488, 496.

*

« Votre arrivée dans ce studio m'a causé une des grandes surprises de ma vie parce que je ne vous connaissais pas, je ne vous avais jamais vu, [...] mais j'avais lu beaucoup de choses sur vous. J'avais lu certains de vos ouvrages mais surtout j'avais lu beaucoup, beaucoup de choses sur vous. Et je m'attendais à voir entrer quelqu'un—je ne dirais pas avec des sabots et des pieds fourchus—mais je m'attendais à voir entrer un petit homme grisâtre, l'air extrêmement méchant probablement, et j'ai vu entrer un homme très souriant, et je trouve que vous êtes un homme lumineux. Vous faites partie de ces gens qui irradient la lumière [...] quelqu'un qui a un beau sourire, qui a de beaux yeux un peu étonnés et en tout cas très curieux. »

Serge de Beketch, rédacteur de *Minute-La France*, animateur de *Radio-Courtoisie*, au micro de ce poste le 22 mars 1989.

Vichy, 16 septembre 1989. Vers 9 h 30. Robert Faurisson, soixante ans, sort de son domicile attenant à un parc qui jouxte l'Allier pour y faire sa promenade habituelle. Professeur écarté de l'Université pour ses travaux révisionnistes sur l'existence des chambres à gaz homicides et l'extermination systématique des juifs dans les camps de concentration allemands durant la seconde guerre mondiale, il a déjà été victime de cinq agressions physiques. Aussi est-il accompagné d'un chien de défense. C'est une chienne de race toy (un peu plus petite que le caniche nain) et de couleur miel. On mesure la protection. Elle se nomme Athéna, mais on l'appelle Pupuce. Il en va ainsi dans les familles les mieux défendues contre la fantaisie et la facilité. Des semaines avant la naissance, les futurs père et mère se disputent pour savoir si l'héritier ou l'héritière se prénommera Alexandre ou Élisabeth. Un an plus tard, tout le monde l'appelle Bibiche ou Tintin.

Pupuce-Athéna a été offerte par les enfants Faurisson à leurs parents. Les animaux ont tenu une place particulière chez les Faurisson. En 1943, Robert avait quatorze ans. Sa famille, rigide et disciplinée, obéissait à un horaire et des règles qui stupéfieraient les gamins relâchés d'aujourd'hui. Pourtant le chat Pompon régnait. Au dîner, alors que les trois filles et les quatre garçons devaient observer un rituel très strict,

Pompon avait tous les droits. Même devant des invités, il sautait sur la table, s'asseyait sur la nappe, regardait tout et chacun, allait entre les assiettes et les plats, plongeait sa patte dans le paquet de Springaline, une poudre fortifiante que prenait Mme Faurisson mère, sujette aux bronchites.
Pupuce-Athéna est plus réservée. Elle trottine devant son maître. Elle lui est très attachée. Ils ont tous deux de longues conversations. Il lui a appris à chanter.
—C'est assez lugubre, reconnaît-il.
Il ajoute :
—Son Q.I. (moyenne normale: 100) est de 8,5. Mais son quotient de bonne volonté est incalculable.
Robert Faurisson est un homme de taille moyenne, vif et vigoureux, entraîné au sport. Bon joueur de tennis, très technique sans doute à cause de ce besoin instinctif développé par sa formation universitaire d'analyser pour comprendre et répondre aux «pourquoi» et aux «comment». Bon sprinter, sur cent mètres, ensuite tenant la cadence, ce qui lui a sans doute sauvé la vie à plusieurs reprises; pas plus tard qu'en mars 1992 à Stockholm. Il pratique le ski alpin. Il aime aussi fendre du bois, le dimanche dans la forêt de Marcenat en compagnie de joyeux camarades, à proximité d'un petit monument érigé par l' «Association des Résistants actifs de l'Allier». Il a toujours aimé porter de lourds paquets. Trait de caractère : maintenir sa forme dans l'utile ? Peut-être. Je l'ai vu trimballer des sacs volumineux, genre sacs de marins, qu'il maniait sans essoufflement ni gêne.
Ce matin, Faurisson marche d'un pas rapide dans l'air léger. Ce parc est un endroit où il se sent bien. D'un côté l'Allier. . .
—Une rivière que j'aime, dit-il. «Allier» est du féminin...
L'Allier le fait rêver. Les saumons descendent de Brioude, vers Vichy, Nantes, pour traverser l'Atlantique et arriver dans les eaux canadiennes... Le Canada où se trouve le révisionniste Zündel, au procès duquel Faurisson fit une déposition-démonstration éblouissante. Après quoi, même sans avoir vu Zündel, les saumons reviennent, guidés par leur radar personnel. Ils embouquent la Loire à Saint-Nazaire, passent Nantes sans s'arrêter aux petits troquets à muscadet du quai de la Fosse, remontent et, sans se tromper, bifurquent dans l'Allier, franchissent l'échelle à saumons de Vichy et reviennent à Brioude, pour y frayer et mourir. Bel exemple de fidélité aux sources et aux racines, fussent-elles d'eau. Il illustre celle de Robert Faurisson, qui revient toujours en Charente, où sont les origines paternelles, tout en possédant la double nationalité française et britannique, sa mère étant née à Édimbourg.

Devant, c'est le parc, avec les séquoïas de Californie et le peuplier triple. Il date de Louis XIV et servait de marque aux pêcheurs. Le kiosque en ruines et le « parc du soleil » pour enfants, aujourd'hui clos, le ramènent à Verlaine:

Dans le vieux parc solitaire et glacé
Deux formes ont tout à l'heure passé

Comme pour Rimbaud et Lautréamont, Robert Faurisson cherche les choses qui sont derrière les mots, même s'ils ont été choisis...

... non sans quelque méprise :
Rien de plus cher que la chanson grise
Où l'Indécis au Précis se joint.

Il veut trouver la logique de l'irrationnel et le solfège de la «*musique avant toute chose*» ; percer le mystère des assonances, de la rime, des rythmes, du nombre, de l'élision, de l'hiatus, de l'enjambement, etc. ; puis, sur l'élan de l'intuition, d'observations en réflexions et déductions, remonter la piste comme le saumon la rivière [mais avec plus d'imagination et d'invention que lui], pour démontrer, prouver, expliquer, expliquer, expliquer en bon professeur qui ne met rien au-dessus de ce que l'intelligence découvre le livre refermé, mais retenu. Il y a du Sherlock Holmes et du Maigret chez Faurisson. Ce n'est pas surprenant. N'est-il pas, comme le premier, originaire de Grande-Bretagne et les Charentes ne sont-elles pas une des patries d'élection de Simenon ?
Comme Jules Maigret, Robert Faurisson apprécie les guinguettes du bord de l'Allier, surtout le restaurant *les Blés d'Or,* près de l'*Aviron vichyssois.* Il parle avec émotion de la cuisine d'Edwige, élève de Muller, dont la réputation est établie, ce qui est bien, et s'est maintenue, ce qui est mieux encore. Il aime la qualité et la recherche dans la simplicité. Sa mémoire du goût est aussi développée que l'autre. Il y a quelque temps nous parlions du premier déjeuner qu'il prit chez moi, au début des années quatre-vingts. Je connaissais mal ses travaux. C'était la persécution dont il était la victime et la nature de ses persécuteurs qui me poussaient à lui témoigner ma sympathie et ma solidarité. Pour les prouver, je m'étais mis au fourneau. J'avais sorti les bouteilles du casier réservé aux occasions exceptionnelles. Dix ans plus tard, malgré tous les événements survenus, il se souvenait du château que j'avais naturellement oublié... pichon-lalande ! Pour peu qu'on l'eût pressé, les mains aux tempes, comme les voyantes au-dessus de leurs boules, il aurait donné le millésime !

LA LEÇON DONNÉE AU PROFESSEUR

Ce 16 septembre 1989, à une soixantaine de mètres de la bordure du parc, Faurisson aperçoit trois jeunes gens qui se disputent un ballon. Il n'y prête pas attention. Vaguement il se souvient qu'ils étaient grands, vêtus de jeans, l'air plutôt arabe pour deux d'entre eux. Il raconte :

> Quand je suis passé à leur proximité, le ballon m'est arrivé dans les jambes. Je l'ai repoussé du pied. L'un des jeunes gens m'a alors frappé violemment, à la mâchoire. Un coup de poing... Je suis tombé, en criant. A terre, ils m'on tabassé, à coups de pied, très fort, et en silence. Moi je continuais de crier. Eux ils continuaient de me shooter dans tout le corps, de la tête au ventre et aux cuisses, mais surtout à la tête. C'était d'autant plus douloureux que ma mâchoire avait été démantibulée dès le premier coup. J'essayais de me protéger le visage de mes mains, et le corps en me recroquevillant. Ça cognait toujours, à la volée, comme dans un sac. Ils voulaient m'achever à coups de pied. C'est la technique du «tabassage à mort». Comme dans la lapidation, la responsabilité d'un meurtre éventuel ne peut être attribuée à tel ou tel agresseur.
> Les poursuites judiciaires seront entamées pour «coups et blessures», non pour «tentative d'assassinat».
> On correctionnalise le crime. Les Assises sont évitées.

Ses cris sont entendus. D'abord par Mme Faurisson. Leur maison se trouve à une centaine de mètres. Elle accourt. Elle voit la scène. Deux pêcheurs également alertés ont laissé leurs cannes. Ils foncent sur les bastonneurs, qui abandonnent leur proie et détalent. L'un des pêcheurs est un gaillard de 18 ans, un lycéen qui approche les deux mètres. Il rejoint l'agresseur le moins leste. Il l'empoigne par son blouson. Les deux autres s'arrêtent. Ils reviennent sur leurs pas, menaçants. Le lycéen relâche sa prise. Le trio reprend son galop et disparaît.
A sa sortie de l'hôpital, Robert Faurisson vint remercier son jeune sauveteur et lui offrir une immense boîte de chocolats. Le jeune homme ne lui cacha pas à quel point il s'en voulait de l'avoir sauvé. Un an plus tard, Robert Faurisson le retrouva sur les bords de l'Allier. Il faisait des études de chimie à Grenoble. Il n'avait pas changé d'avis sur le professeur. Ce sont des faits—«des petits faits vrais», disait Taine—qui peuvent marquer autant que les coups.
Mais je vais trop vite. Robert Faurisson est toujours allongé sur l'herbe du parc. Le visage tuméfié et couvert de sang, le corps comme disloqué, il n'a pas perdu connaissance. Mme Faurisson se trouve près de lui. Un peu plus loin se tient Athéna-Pupuce. Elle est comme pétrifiée. Plus d'un mois après le retour de son maître, elle se refusera à lui parler. Remarque de Faurisson:

—Je me demande si mes cris ne l'avaient pas effrayée. Peut-être a-t-elle cru que c'était après elle que j'avais

L'ambulance des pompiers arrive. En y portant le professeur, on s'aperçoit qu'il a été gazé, à la bombe — allusion sans doute, et signature...—, si fort que l'infirmier ne peut rester à ses côtés. Il faut aérer l'ambulance et attendre la police. Elle est occupée ailleurs. Claude Malhuret, maire de Vichy, reçoit François Léotard et quelques amis politiques. Michel Noir, ancien champion d'aviron, participe à une manifestation de ce sport sur l'Allier. Il importe d'assurer leur protection. Rien ne presse pour Faurisson.
C'est le chauffeur de l'ambulance qui, las d'attendre, prévient par radio qu'il s'en va et démarre. Direction le centre hospitalier de Vichy pour les premiers soins et radios. C'est si grave que le blessé est dirigé sur l'Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand. Avant qu'il n'y soit admis pour y subir une intervention chirurgicale de quatre heures, l'AFP reçoit le communiqué suivant:

> Ce matin, à 9 h 30, trois militants de l'association «Les Fils de la mémoire juive» ont corrigé le négateur Faurisson à Vichy dans le parc de la ville. Cet individu est à l'origine, par ses mensonges, de l'affaire du Carmel d'Auschwitz, qui divise gravement les communautés juive et catholique. Nous avons voulu, par ce geste symbolique, montrer que la communauté juive ne se laisse pas faire. Le professeur Faurisson est le premier mais ne sera pas le dernier. Que les négateurs de la Shoah soient prudents ! Mentir ne pourra plus se faire impunément.

Les Fils de la Mémoire juive ne figurent pas au répertoire des associations juives, pourtant fort nombreuses car leur existence justifie les subventions. Cette dénomination n'est pourtant pas sans rappeler l'association de Serge Klarsfeld : «Fils et Filles des déportés juffs de France» et celle de l'association de Marc Bitton : «Les Enfants de la Mémoire juive» (enfants de la deuxième génération des déportés juifs).
Pour prendre bien conscience de l'époque et de l'esprit de nos mœurs, il est utile de noter les réactions. D'abord celle de la justice

> Le procureur de Cusset (Allier) a ouvert une information pour coups et blessures, dit Robert Faurisson. J'ai déposé plainte par l'intermédiaire de mes deux avocats: M^{e} Delcroix, à Paris, et M^{e} Nourissat, à Cusset. Un juge d'instruction a été désigné: M^{lle} Rubantel. Après des tergiversations, mon affaire a été confiée pour enquête à M. Chauchard qui appartient au Service régional de la police judiciaire de Clermont-Ferrand. Cet inspecteur de police jouit d'une bonne réputation mais son équipe est squelettique et ses moyens dérisoires. Il a un inspecteur à ses côtés, qui traitait une vingtaine de dossiers en septembre 1989. Je n'ai donc pu compter que sur 1/10^{éme} de policier. Si Serge Klarsfeld avait été la victime,

de nombreuses équipes d'enquêteurs auraient été sans nul doute requises pour s'occuper de son affaire à temps complet. Les hommes publics et les médias auraient réagi avec indignation à l'attentat. De Los Angeles à Tel Aviv, en passant par New York, selon le scénario habituel, on aurait poussé des gémissements et on aurait appelé à la vindicte internationale. On aurait été en «état de choc». François Mitterrand ou son épouse se serait peut-être rendu au chevet de la victime. La photo du visage tuméfié, déformé et ensanglanté de Klarsfeld aurait été reproduite dans toute la presse.
La photo de mon visage tuméfié, déformé et ensanglanté a été, me dit-on, refusée par l'Agence France-Presse (AFP).
L'enquête de police s'est essentiellement réduite à quelques déplacements à Paris, brefs et sans résultat.
J'ai livré un important indice sur celui que je pense être le complice local de mes agresseurs. Il aura certainement un alibi «en béton». Par ailleurs, j'ai dit quel était, à mon avis, l'inspirateur de toute l'action. Les inspecteurs ne l'ont pas interrogé. Le juge d'instruction ne dispose que de trois pièces dans mon dossier : ma déposition, celle de ma femme et une note concernant le ballon de foot-ball trouvé sur place.

Ce juge aura attendu près de vingt mois avant de me convoquer. J'entre dans la pièce. Trois femmes, le visage fermé : ma juge, sa secrétaire, une représentante de la procureuse. Ma juge, 28 ans, ne se lève pas même pour accueillir un homme de 63 ans, qui a failli perdre la vie dans cette affaire. L'air rogue, elle m'interroge comme un criminel. Elle m'annonce qu'on s'achemine vers un non-lieu. Elle ne connaît pas son dossier. Dans le procès-verbal, elle déforme, avec insistance, mes propos. Je signerai, par mépris. Elle me signifie mon congé, replonge dans ses dossiers. J'ai réclamé une enquête poussée dans le milieu du terrorisme juif : Bétar, Tagar, milices chères à Madame FabiusCastro. L'idée n'a pas plu.

Cette tentative de lynchage inspira peu les moralistes politiques, si éloquents après Carpentras. Par respect du secret de l'instruction, sans doute, ils s'imposèrent un silence émouvant. Il n'y eut, à ma connaissance, que trois exceptions.
Toujours soucieux de références bibliques, François Léotard justifia l'agression en citant approximativement (« Puisqu'ils ont semé du vent, ils moissonneront la tempête », Osée, VIII, 7) l'Ancien Testament. Il dit:
—Qui sème le vent récolte la tempête !
Claude Malhuret dénonça la violence. Il ne pouvait moins faire. Maire de Vichy et médecin, ses administrés, qui sont aussi ses électeurs, auraient mal compris qu'il se taise quand, dans un parc de sa ville, un professeur d'université française, âgé de soixante ans, était grièvement blessé par trois vigoureux activistes.
Seul Bruno Mégret, délégué général du Front national, s'éleva contre le « lâche silence des partis politiques de l'Establishment ».
Il ajouta:

> Ceux qui sont si prompts à parler des Droits de l'homme n'ont pas dénoncé cet acte de violente intolérance. Fidèle à son rôle de défenseur des libertés, le Front national condamne, quant à lui, toutes les violences exercées, quelles qu'elles soient, et demande aux pouvoirs publics de pourchasser les responsables de cet attentat.

Toujours soucieuse de défendre les faibles et les opprimés, l'ex-L.I.C.A. devenue L.I.C.R.A. aurait dû faire chorus. Elle fut beaucoup plus circonspecte : «Cet acte n'a pu être commis que par des provocateurs», déclara la Ligue chère au cœur de Jean Pierre-Bloch.
Le Conseil représentatif des institutions juives de France et son président Jean Kahn furent plus précis. Ils savaient qui étaient ces provocateurs et les désignèrent : «C'est une provocation de l'extrême droite !»
Si cela était, en bonne logique, tous deux auraient dû orchestrer une campagne, comme ils savent le faire, pour réclamer que l'enquête aille bon train et sans ménagement. Ils s'en gardèrent bien, à la grande satisfaction de Serge Klarsfeld. Celui-ci était d'un avis diamétralement opposé. Il ne cachait pas que, pour lui, l'abominable professeur Faurisson avait été justement frictionné par d'ardents zélotes musclés, chargés de la Justice et de la Réparation. Il le confiait au micro de *Radio J* :

> Ce n'est pas tellement surprenant, car quelqu'un qui provoque depuis des années la communauté juive doit s'attendre à ce genre d'événements. On ne peut pas insulter la mémoire des victimes sans qu'il y ait des conséquences. C'est quelque chose, je dirais, de regrettable, peut-être, mais de normal et de naturel.

Touchante unanimité entre le mari et la femme, en un temps où les couples sont si divisés. Mme Beate Klarsfeld exprimait au *Monde* une opinion conforme à celle de son époux :

> Quoi de plus normal que quelques jeunes gens se soient peut-être mis en colère et aient essayé de donner une leçon au professeur (19 septembre).

Ce que *la Lettre Télégraphique juive/Jour J,* quotidien auquel collabore Klarsfeld, résumait dans un titre sans ambiguïté «Faurisson victime de ses provocations» (18 septembre).
Puis l'affaire glissa dans l'oubli. Il resta pourtant comme un malaise. Si volontairement ignorants qu'ils fussent du fond du dossier et même de sa surface, des Français moyens, de plus en plus nombreux, se posaient un certain nombre de questions sans réussir à y répondre.

Comment un homme de la qualité intellectuelle du professeur Robert Faurisson, dont le sérieux des travaux était reconnu par les tribunaux mêmes qui le condamnaient, pouvait-il nier l'existence des chambres à gaz homicides dans les camps de concentration allemands, alors que cette existence était si évidente qu'on devait y croire sous peine d'amende et de prison ?
Cette évidence étant flagrante et établie d'une façon indiscutable, pourquoi refusait-on au professeur Faurisson de grands débats publics, et contradictoires, où il eût été facile de l'écraser et de le convaincre de mensonges, tromperies, falsifications ?
Si, comme on le disait parfois, Faurisson était une sorte de savant Cosinus qui ondulait de la toiture («un fou à soigner aux neuroleptiques » — Pierre Chaunu à *Globe*, septembre 1989), si ses affirmations n'étaient que des élucubrations, pourquoi l'avoir exclu de l'Université ? Pourquoi le traquer comme il était traqué à travers le monde ? Pourquoi avoir cherché, à six reprises, à le détruire physiquement ?
J'entendais souvent ces interrogations, dans les milieux les plus divers et partout on me demandait :
—Vous connaissez le professeur Faurisson ?
—Oui ... Enfin, connaître, c'est beaucoup dire ... Disons que je l'ai rencontré, à plusieurs reprises. Nous avons parlé. Ou plus exactement je l'ai écouté. Nous avons sympathisé, je crois, quoique nous fussions de tempéraments, de natures, d'esprits différents. J'ai beaucoup d'estime pour lui, d'admiration, de respect, et même une certaine forme de reconnaissance.
—Mais quel homme est-ce ? Qui est Faurisson ?
Qui est Faurisson ?
C'est pour le savoir que j'ai entrepris ce *Cahier*.

UN ENFANT DE L'AMOUR

Qui s'en serait douté ? Le terrifiant professeur Faurisson, l'émule de Moriarty et de Mabuse, celui qui met en transes les nomenklatura juives de l'Ancien et du Nouveau monde, est un enfant de l'amour. Son histoire commence comme une de ces romances d'avant la pilule que les demoiselles chantaient avec beaucoup d'émotion, en pétrissant de leurs doigts effilés des mouchoirs trempés de larmes...
Il y avait donc, dans les années vingt, à l'époque du canotier, des blazers à rayures et du gin-fizz, un jeune employé des Messageries Maritimes qui s'appelait Marie, Hilaire, Gabriel, Robert Faurisson. Robert était son prénom usuel. C'était un homme de taille moyenne, de port altier, solide, le front haut, le regard droit et sévère, d'aspect plutôt austère : il

avait fait de sérieuses études au Petit Séminaire de Versailles, avant de préférer la mer et les voyages. Il était originaire de Chabanais, en Charente. C'est une petite ville sur la Vienne et la route d'Angoulême à Limoges, la patrie de Claude-Théophile-Gilbert Colbert, marquis de Chabanais. En donnant son nom à une rue de Paris, le marquis devait le rendre célèbre, dans le monde entier, pour des raisons particulières et particulièrement polissonnes qui ne doivent rien à la science des armes, ni à la science tout court.

Les Messageries Maritimes dépêchèrent bientôt Marie, Hilaire, Gabriel, Robert Faurisson en Angleterre. Le Destin venait de frapper un grand coup. En Angleterre se trouvait une créature de rêve qui répondait au doux nom de Jessica (Jessie) Aitken. Elle était née à Édimbourg, la capitale de l'Écosse, du pays des fées et de la distinction, quoiqu'on y serve, dans les auberges, de redoutables panses de brebis farcies à la graisse. La contradiction est de ce pauvre monde.

Il suffit à une femme d'être née à Édimbourg pour marcher comme personne au monde, dit-on... Jessica Aitken jouissait de ce privilège. Elle allait d'un pas élastique, aérien, gracieux et sans pose, comme si les brumes dorées de Prince's Street la portaient toujours. Ajoutez à ce déplacement dansé les cheveux, les mains («elle avait des mains et des cheveux merveilleux» dit une de ses filles, Yvonne S.), le charme, le regard, le sourire, la carnation écossaise qui, même aux brunes, donne une peau de blonde tirant sur le roux, à cause de l'eau sans doute : elle apporte aux chairs leur lumière, comme elle donne son goût au whisky. N'oubliez pas l'accent, ni la réserve détachée, cette façon de distinguer quelqu'un en se contentant de le regarder, le mystère enfin, dont certains êtres sont naturellement entourés, ce qui prolonge leurs gestes les plus simples d'échos et d'ondes frémissantes et vous avez compris...

Quoique de tempérament austère et formé au Petit Séminaire de Versailles, Marie, Hilaire, Gabriel, Robert Faurisson était plié, pour la vie. Il faut croire qu'il en fut de même pour Jessie. Sans attendre la bénédiction de son père, un important commissaire-priseur d'Édimbourg, qui, comme tous les pères, n'appréciait la passion amoureuse que chez les héroïnes de roman, le 25 janvier 1929, dans une résidence discrète des bords de la Tamise: Cottage Monalotte, à Riverside, Shepperton, Jessica mettait au monde un enfant de sexe masculin. Comme nom: celui de sa mère. A l'état-civil, cela donna: Robert-Faurisson AITKEN. Puis, plus tard, après la régularisation : Robert FAURISSON-AITKEN. Ce qui explique qu'il ait aujourd'hui la double nationalité, française et britannique, et deux passeports. C'est bien utile quand on est «révisionniste». Ils permettent de franchir des frontières qui, sans eux, seraient demeurées fermées. Ce fut le cas en 1990, à l'aéroport de Londres. On refoula le Français Faurisson qui

venait faire une conférence sur le thème : «Dessinez-moi une chambre à gaz». Il fallut accueillir l'Écossais Aitken. Il était chez lui.
Revenons à 1929. Nous sommes à des années-lumière d'aujourd'hui où, comme le disait Louise de Vilmorin et comme le montre Ségolène Royal, il n'y a plus que les curés qui se marient. En 29, ni dans les familles, ni dans les sociétés où l'heureux papa était employé, ni dans la Société avec un grand S, l'enfant naturel n'était accueilli par des chants et des apothéoses. En France, le fait que la maman fût étrangère et presbytérienne n'arrangeait pas la situation. On avait beau essayer de réchauffer l'atmosphère en rappelant les liens tissés entre l'Écosse et la France, Marie Stuart etc., le fond de l'air restait frais. Les tantes de Saint-Mandé, qui avaient revueilli le bébé, les Messageries ayant expédié ses parents à Madagascar, appelaient Jessica : «L'Anglaise».
Heureusement commença bientôt une vie de bourlingueurs des mers du Sud. M. et Mme Faurisson, Robert, les enfants qui vont suivre — sept en onze ans: quatre garçons, trois filles — partent pour Saigon, Singapour, Kôbe, Shanghai. Pour l'aîné, c'est une existence étrange... il en conserve des images en couleurs, qui vibrent comme celles des pays où l'air surchauffé fait danser les pierres... un univers où des paquebots blancs, immenses au regard d'un enfant, avancent majestueusement sur des mers de soleil et de sang, et un vers lui revient:

Le soleil se couche dans des confitures de crimes.

A Singapour, dans Holland Street, c'est la grande maison de style colonial, les nombreux domestiques, cuisinier à turban, chauffeur, femmes de chambre, tout le monde mâchant du bétel et crachant rouge. Il fréquente l'école anglaise dont il apprécie les horaires : une demi-heure de gymnastique, une heure de cours, une heure de piscine, l'après-midi : rien. A cinq ans, il sait compter et nager...
De Kôbe il se souvient du tremblement de terre... Soudain tout vacille... On se croirait dans un bateau, qui roule et tangue, sous l'effet des vagues et du vent, et l'on voit le grand arbre au centre de la cour de l'école qui se balance dans le ciel, comme un mât... Il y a des pagodes, des étangs avec des tortues... des forêts où passent les dragons... Voici Ti-Aï, la bonne, qui a les dents noires, un pantalon bouffant noir, un corsage blanc, des soques. Elle raconte des histoires fabuleuses, en anglais naturellement, c'est la langue. En ville, elle s'absente pour monter dans les étages des maisons de marchands. Ceux-ci font des tours de magie. Ils se sortent des pièces de monnaie des oreilles. Si Robert pouvait en faire autant, il s'achèterait l'arc et les flèches qui lui font tant envie... Ti-Aï redescend, un peu essoufflée, semble-t-il. . .

Le retour, par Shanghai, Hong-Kong, Colombo, Djibouti, à bord d'un paquebot de prestige: *l'Aramis*... Shanghai, c'est l'horreur, la puanteur, la guerre qui rôde dans le désordre. Contraste : Hong-Kong est impeccable. Le grouillement de vie est ordonné. C'est propre. L'ordre britannique. Confirmation d'une certaine supériorité, sans doute entretenue par sa mère. Il l'avait déjà remarquée. A Singapour, l'école anglaise était parfaite. A Kôbe, l'école américaine était crasseuse. . .
L'Orient bascule au fond de l'horizon. .. La croisière est lente et longue... *L'Aramis* n'est pas pressé de retrouver l'Occident gris, où tout va redevenir étriqué... Aux escales, les messieurs jettent des piécettes d'argent aux négrillons qui plongent pour les chercher, malgré les requins, et tout le monde rit et applaudit... On se presse sur le pont pour regarder Galé-Galé, le prince de l'illusion. Le petit garçon observe et surveille les tours de prestidigitation en se disant : «Comment ?» Il veut déjà comprendre, ne pas être dupe, même si le secret du tour a moins de charme que son apparence... Il y a aussi les dames. La haute mer les alanguit... Certaines ne sont pas trompées par le manège des gamins qui crapahutent, à quatre pattes sur le pont-promenade, et lorgnent ce que laissent voir les jupes, en faisant semblant de fureter. Abandonnées dans des transatlantiques, les yeux mi-clos derrière leurs lunettes de soleil, elles se prêtent au jeu et, tandis que la grosse caisse des chaudières rythme les fox-trots, elles favorisent ces émouvantes curiosités. L'enfant de l'amour n'est pas seul à vouloir les satisfaire.

UNE FAMILLE BOURGEOISE VERS 1936

Toute la famille s'installe à Chatou, 38 avenue des Tilleuls, dans une belle villa, derrière grilles et parc, en bord de Seine. Au bout de la rue, des camions passent parfois sous des crêtes de drapeaux rouges. Des hommes à casquette et veste de coutil. Ils lèvent le poing et chantent:

Groupons-nous et demain...

C'est 1936 et l'Opéra du Front popu. Le vin emporte les voix jusqu'aux fenêtres de la maison d'où les enfants regardent comment peut commencer la révolution.
Chez les Faurisson on ne fait pas de politique. Le grand-père aurait été proche de l'Action Française. Tôt le matin, il tenait des livres dans les comptoirs des Halles L'après-midi et le soir il en prêtait d'autres, en qualité de bibliothécaire du très aristocratique Cercle du Luxembourg dont il devint gérant. Il perdit cette seconde occupation en 1927. Les consciences de la droite catholique s'en souviennent encore : le 9 mars de cette année-là, un décret de la sacrée Pénitence (cardinal Frühwitch)

excluait des sacrements et des groupements catholiques (Fédération nationale du général de Castelnau, Jeunesses Catholiques, Scouts de France) les lecteurs habituels de *l'Action Française* et les membres du mouvement (Ligueurs, camelots, Dames et Étudiants d'*Action Française*). Ce fut la condamnation. Elle dura onze ans, pendant lesquel les cercueils des fidèles qui n'avaient pas renié l'enseignement de Charles Maurras restèrent sur le parvis, devant les portes fermées des églises. D'autres se soumirent. Chez les uns et les autres, ce fut la déchirure. Elle n'est pas sensible chez les Faurisson.

Il ne semble pas qu'on y lût de quotidiens engagés, ni qu'il arrivât que les événements du temps aient déclenché des discussions enflammées comme en connurent tant de familles. Lui-même ne paraît pas avoir d'opinions politiques bien tranchées. Je n'ai découvert chez lui aucun des signes qui ne trompent pas d'une formation d'adolescence, qu'elle ait été de droite ou d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche, anarchiste ou monarchiste. Beaucoup, par amalgame, font de Robert Faurisson un réactionnaire, un antisémite de fondation, alors qu'à vingt ans il ignorait le premier mot des antisémitismes, qu'ils fussent de peau, d'État, religieux, sociaux ou autres. Il avait eu de nombreux professeurs juifs, des camarades de collège ou de faculté juifs, des collègues juifs. Quand je l'ai connu, il n'aimait pas qu'on parlât du problème. Il donnait l'impression de se méfier instinctivement du «révisionnisme» de droite ou d'extrême droite et ne perdait aucune occasion de rappeler que Rassinier était un homme de gauche, député socialiste SFIO, comme si c'était la garantie de l'honnêteté intellectuelle. Si son premier article «révisionniste» parut dans *Défense de l'Occident*, la revue de Maurice Bardèche (en voulant bien admettre que mon cher, mon vieil ami Maurice Bardèche soit un écrivain politique de droite, ce qui est loin d'être démontré), La Vieille Taupe, où Faurisson donna l'essentiel de ses travaux, est une maison d'édition de gauche, d'ultra-gauche comme le souligne son fondateur, Pierre Guillaume, avec une condescendante ironie et l'air de dire : «Cause toujours, Pépé, tu m'intéresses...»

Pour autant, est-il possible de faire de Robert Faurisson un intellectuel de gauche, comme l'affirment certains qui vont pêcher leurs certitudes à la marée haute des rumeurs, et encore, avec un haveneau démaillé ? Je n'en suis pas convaincu. Sans doute, nous verrons tout à l'heure qu'il a eu un comportement d'homme de gauche (affaire du Comité Audin, du SNE-Sup). Mais, en règle générale, quand Faurisson réagit, ce n'est pas en fonction d'un système ou d'une idéologie. C'est par tempérament, par caractère, celui d'un homme insoumis, où se mélangent l'orgueil, la conviction d'une certaine supériorité, un courage indomptable, le goût de la précision, de la rigueur et de la singularité, et, plus loin, plus loin, le besoin d'un ordre exigeant, l'ordre de la vérité.

Cet homme — soyons plus modeste : cet homme tel du moins que je le vois, le devine et l'imagine — n'est encore qu'un petit bonhomme en culottes courtes, le cartable dans le dos, qui fréquente les écoles des villes où le conduisent les pérégrinations du cadre supérieur des Messageries Maritimes. École Notre-Dame à Chatou, Notre-Dame-des-Dunes à Dunkerque, école privée de la rue Cassette à Paris, école Saint-Paul à Angoulême (comme M. Mitterrand), collège de Provence à Marseille... Rien que des établissements privés, donc payants. Les filles termineront leurs études secondaires à l'Institut Notre-Dame-de-Sion. Les garçons au collège Stanislas. Tous demi-pensionnaires. Leurs parents se privaient pour qu'il en fût ainsi. Aujourd'hui, Robert Faurisson est inscrit à l'Union des Athées. La sœur que je connais n'est pas plus pieuse que lui. Les voies du Seigneur sont impénétrables.

Nulle part Robert Faurisson ne donne le sentiment d'avoir été un enfant heureux. A Chatou, il fut traité de «tricheur» parce qu'il prétendait savoir compter mais ne pouvait compter qu'en anglais. A Dunkerque, on l'appelait «l'Angliche», à cause de son accent, et la classe se tordait quand il récitait les fables de La Fontaine. Chez lui, la discipline était stricte et oppressante. Il raconte:

> Mon pére était sévère et exigeant. Le matin, les garçons se lavaient à l'eau froide. Pour les filles, on faisait chauffer un peu d'eau. (Dans l'appartement de la rue de Vaugirard il y avait un poële à charbon — charbon que mon père et moi allions chercher à la cave — mais pas d'eau chaude au robinet.) Après le petit déjeuner (bol de chocolat au lait et pain sec), tout le monde allait à l'école, quel que fût l état de santé. Il fallait que nous fussions très malades pour que mon père accepte de faire venir le médecin de famille, un médecin juif, le Dr Tubiana. (En Charente, notre médecin était le Dr Nemeth, juif également.) Il était interdit de tousser...
>
> Au repas, chacun devait occuper la même place, à la même heure, après s'être lavé les mains. Mon père servait. D'abord notre mère, puis les filles, puis les garçons, lui enfin. Quand nous en désirions, nous devions demander l'eau, le pain, le vin. Jusqu'à sa mort, dans les repas de famille, le rite fut observé.
>
> Après le dîner, les filles débarrassaient la table et nous nous y installions, mon père avec le travail qu'il apportait du bureau pour le faire à la maison, nous avec nos livres, nos classeurs, nos feuilles. Il nous faisait réciter nos leçons, ce qui se terminait parfois par des algarades. Quand j'y songe, un souvenir s'impose, mon pére me faisant réciter la déclinaison du mot grec qui veut dire « vérité »: *aléthéia.* C'est-à-dire : ce qui est non caché, vrai, sincère.
>
> A 22 h 30, nous nous levions. Nous passions dans la cuisine où se déroulait une cérémonie rituelle : sous la surveillance du père, mes frères et moi cirions avec application les chaussures de toute la famille et il arrivait alors que nous nous parlions.
>
> Ensuite nous allions nous coucher. L'extinction des feux était immédiate. Notre mère allait embrasser ses filles dans leurs lits. Mon père retournait

travailler une heure ou deux dans la salle à manger, ce qui ne l'empêchait pas d'être debout à 5 h 30.

Après nous avoir réveillés, il partait pour son bureau. Nous habitions au 68 de la rue de Vaugirard. L'immeuble des Messageries Maritimes se trouvait boulevard de la Madeleine. Négligeant sa voiture de fonction avec chauffeur, il allait d'un pas rapide. Les femmes de ménage faisaient son bureau en priorité, car il arrivait toujours le premier. Il portait rarement de pardessus, même par temps froid. Le veston boutonné, la cravate sous le col dur à coins cassés, le chapeau sans lequel, avant la guerre, le bourgeois ne serait jamais sorti dans Paris, lui suffisaient à affronter l'hiver. Jamais d'écharpe, ni de foulard : «Cela rend mou» disait-il. Jamais les mains dans les poches, et nous étions invités à l'imiter. Il recommandait : «Si vous avez froid, balancez vos bras, comme ceci... vous sentirez la chaleur monter.» Ce n'était pas toujours le cas.

Notre pere est mort dans notre petit village de Charente, le 5 mars 1978. Il avait un cancer du pancréas. Je l'ai assisté durant ses derniers jours. Je crois pouvoir dire qu'il est mort avec le courage d'un héros ; il avait refusé tout médicament.

Ce que Robert Faurisson omet de raconter, c'est ceci, que j'ai appris d'une personne de sa famille. La veille de sa mort, son père souffrait de ce qu'on appelait, chez moi, le gel des gisants. Lentement, inexorablement, il devenait de glace, ce qui provoquait d'intenses douleurs dans les os. Alors son fils entra dans le lit. Il s'allongea près du pauvre corps qui lui avait donné la vie et essaya de lui communiquer ce qu'il pouvait de sa chaleur.

A découvrir le *pater familias* d'autrefois, beaucoup d'enfants d'aujourd'hui se féliciteraient d'être venus si tard dans ce monde si vieux. Aussi convient-il de retoucher ce portrait. M. Faurisson père n'était pas toujours ce qu'il se voulait être, cette statue de l'Exemple et du Devoir, dont l'enseignement civique quotidien commençait par cette formule de base : l'Oisiveté est la mère de tous les vices. S'il cachait sa bonté et sa tendresse, c'était qu'il craignait la faiblesse. Il n'y parvenait pas toujours. Deux images le montrent.

Quand Pompon devint vieux, très vieux, il n'arrivait plus à manger et serait mort de faim s'il n'avait été secouru. Aussi le soir, Marie, Hilaire, Gabriel, Robert Faurisson se dépêchait-il de revenir du bureau. Sitôt rentré et le chapeau accroché, il se précipitait dans la cuisine. Il s'agenouillait près du panier du chat, et l'on pouvait voir le sévère directeur des Messageries Maritimes qu'il était devenu plonger le doigt dans du lait, le donner à lécher au vieux Pompon et recommencer l'opération autant de fois que nécessaire.

Pendant la guerre, quand les Anglo-Américains bombardaient Paris et la région parisienne, la famille ne descendait pas dans les caves-abris. Avec sept enfants, dont certains en bas âge, du cinquième étage, dans le noir et la cohue qui se pressait vers ces refuges ouverts aux passants,

c'eût été trop compliqué. Aussi le père rejoignait-il ses filles dans leur chambre. Au hurlement des sirènes d'alerte avaient succédé le grondement des centaines de forteresses volantes qui, à quatre ou cinq mille mètres, allaient jeter leurs bombes à l'aveuglette, ratant les usines ou les voies ferrées mais pulvérisant les quartiers ouvriers comme à Boulogne-Billancourt ou à La Chapelle. S'y mêlaient les aboiements des mitrailleuses et des canons de la Flak, la défense antiaérienne allemande. Puis, c'étaient les explosions qui faisaient trembler la terre et frémir les maisons. La ville s'ouvrait. Ici et là se creusaient des cratères d'où jaillissaient des geysers de feux, de laves brûlantes, de fumées rouges. La nuit avait disparu. De Montmartre à Montsouris, des Buttes-Chaumont au Bois de Boulogne, le ciel était embrasé, traversé de lueurs fulgurantes comme les nues sous les décharges électriques des grands orages d'été. Les petites filles pleuraient. Leur père les prenait dans ses bras. Il les berçait. Il les consolait. Il les rassurait. «Priez» disait-il, et il priait avec elles, jusqu'à ce que les sirènes de fin d'alerte annoncent aux survivants de l'apocalypse que la vie leur avait été laissée.

«MORT A LAVAL !»

Chez les Faurisson on était farouchement anti-allemand. A cause de la mère, d'abord, bien sûr. «L'Anglaise» n'avait jamais cherché à bien parler la langue de son mari. A la maison, elle ne s'adressait à ses enfants qu'en anglais, mais ils lui répondaient en français. Elle leur récitait des petits poèmes pour enfants, en anglais, ou leur chantait des nursery rhymes, «*Twinkle, twinkle...*», des comptines dont ils ont encore gardé les paroles :

Twinkle, twinkle, little star.
How I wonder where you are !
Up into the sky, so high,
Like an angel's dress to dry !

[Scintille, scintille, petite étoile.
Comme je me demande où tu peux être !
Là-haut, dans le ciel, si haut,
Comme une robe d'ange à sécher !]

Toute sa vie elle avait conservé l'habitude du five o'clock tea, que rien ni personne n'aurait pu faire oublier. Elle recherchait instinctivement les ressortissants britanniques. A Marseille, où les Messageries Maritimes s'étaient réfugiées au printemps 1940, et donc les Faurisson, qui

habitèrent une modeste résidence de fonction, 425 boulevard Michelet, la villa «La Flotte», les deux gardiens anglais du cimetière anglais, MM. Simpson et Leyland, fréquentaient la maison (et la bonne Lucienne et la gouvernante M^lle^ Holmann). On parlait de la guerre. Jamais Jessica Faurisson n'avait imaginé un seul instant que l'Angleterre pût la perdre. Quand Rudolf Hess atterrit en Ecosse (10 mai 1941), elle dit :
—L'Allemagne est perdue.
Et n'en démordit pas.
Robert Faurisson raconte :

> Mon père était modéré dans ses sentiments anti-allemands. Ma mère, très dure. L'alliance avec l'Union soviétique ne nous troublait pas, puisqu'elle se faisait contre Hitler. Pour ma part (mais était-ce le cas de mon père ?), j'approuvais les méthodes du terrorisme que pratiquait la Résistance.
> En 1942 — j'avais treize ans — j'étais au Collège de Provence, un collège de Marseille tenu par les Jésuites. Dans ma classe, dont le major était François de Larminat, il y avait un certain Barbot (ou Barberot, je ne sais plus). Il était aussi pro-allemand que j'étais pro-anglais. Je refusais de lui serrer la main.
> Le 8 novembre, les Américains et les Anglais débarquent en Afrique du Nord. Trois jours plus tard, les Allemands répliquent. Ils franchissent la ligne de démarcation qu'ils avaient tracée en 1940 et envahissent la zone libre. Je me souviens de l'arrivée d'une formation de cavalerie et de son campement sur les contre-allées du boulevard Michelet. Nous avions le sentiment que, pour l'Allemagne, c'était le commencement de la fin. A l'école, dans la cour de récréation, j'eus la surprise de voir Barbot (ou Barberot) s'avancer vers moi et me tendre la main.
> —Ils l'ont dans le dos ! me lança-t-il.
> Je lui demandais ce qu'il entendait par « Ils ».
> —Les Allemands ! me répondit-il.
> Je lui marquais ma surprise. Sans se troubler, il me déclara :
> —*Errare humanum est, perseverare diabolicum*.
> Je suppose que, la veille au soir, ses parents avaient tourné casaque. A l'enfant de treize ans que j'étais, son petit camarade de classe venait de donner un exemple à la fois de lâcheté, de reniement, d'opportunisme et de sagesse.
> Je me souviens qu'à cette époque je vivais avec la même intensité deux drames bien différents : Hannibal approchait de Rome et Hitler, de Stalingrad. Les récits de Tite-Live et l'écoute de Radio-Londres nourrissaient pour ainsi dire la même angoisse et les mêmes espérances. Quant à la campagne de Cyrénaïque et de Tripolitaine, elle connaissait des fortunes si diverses que les péres jésuites ne se compromettaient pas en décidant d'appeler «Tobrouk» et «Benghazi» les deux chiots du collège ; ces deux noms marquaient, au gré de

> chacun, des victoires ou des défaites anglaises ou allemandes. En octobre 1943, nous avions regagné Paris. Mon père écoutait aussi bien Radio-Londres que les chroniques de Jean-Hérold Paquis. Philippe Henriot lui paraissait trop oratoire. J.-H. Paquis, partisan d'une alliance étroite entre la France et le national-socialisme allemand, terminait toutes ses chroniques par une phrase du général Hoche : «L'Angleterre, comme Carthage, sera détruite». Sur réquisitoire du procureur général Boissarie, il sera condamné à mort et, le 11 octobre 1945, fusillé au fort de Châtillon par un peloton de soldats français. En 1937, il s'était engagé en Espagne dans les troupes franquistes et, en 1939, il avait choisi une arme, le 47 anti-chars, qui le portait en première ligne. Ni lâche, ni sage, il avait risqué sa vie pour ses idées, puis il l'avait donnée.

Si son jugement s'est un peu modifié depuis, en 1942-1943 Robert Faurisson hait Paquis autant qu'il hait Laval. Un jour, la radio diffuse un des discours les plus fameux de celui-ci, un de ceux, en tout cas, qui lui furent le plus reprochés. Celui où il déclarait :

—Je souhaite la victoire de l'Allemagne...

On en a beaucoup parlé, mais peut-être faut-il profiter de l'occasion pour préciser un point d'histoire. . . Nous sommes en juin 1942. Les Allemands sont encore partout victorieux. Laval redevenu chef du gouvernement veut frapper un grand coup qui libérerait le million et demi de soldats français, toujours prisonniers de guerre en Allemagne. Dans l'allocution qu'il doit prononcer le 22 juin, il caresse une phrase explosive et s'en ouvre au Maréchal. Il veut dire:

—Je crois à la victoire de l'Allemagne et je la souhaite parce que, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout.

—Vous n'en avez pas le droit, dit le Maréchal.

—Pas le droit ? réplique Laval, stupéfait.

—Non, reprend le Maréchal. Vous n'avez pas le droit de dire : «Je crois». Vous n'êtes pas militaire. Vous ne pouvez faire de pronostics sur l'issue du conflit. Vous n'en savez rien ! Et moi, je n'y crois pas à la victoire de l'Allemagne.

—C'est bien, dit Laval. Je dirai donc seulement : «Je souhaite...». C'est dommage.

—Pourquoi ?

—Parce que souhaiter un événement que j'avais l'air de tenir pour certain ce n'était guère compromettant.

Le 22 juin, Pierre Laval s'adresse donc au pays. Il dit :

> J'ai la volonté d'établir avec l'Allemagne et l'Italie des relations normales et confiantes.
>
> De cette guerre surgira inévitablement une nouvelle Europe. On parle souvent d'Europe. C'est un mot auquel, en France, on n'est pas encore

très bien habitué. On aime son pays parce qu'on aime bien son village. Pour moi, Français, je voudrais que demain nous puissions aimer une Europe dans laquelle la France aurait une place digne d'elle.
Pour construire cette Europe, l'Allemagne est en train de livrer des combats gigantesques. Elle doit, avec d'autres, consentir d'immenses sacrifices et elle ne ménage pas le sang de sa jeunesse : pour la jeter dans la bataille elle va la chercher à l'usine et aux champs. Dans ces conditions, je souhaite la victoire allemande parce que, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout en Europe.

Saisi par la rage, le petit Robert Faurisson refuse d'en entendre davantage. Il sort de la pièce. Sa tête bouillonne. Le lendemain, à l'école, il prend son couteau et, sur le couvercle noir de son pupitre, il creuse, en lettres capitales : «MORT A LAVAL».
Récit de Faurisson:

Le Père Moille était préfet des études. Très gros, il était surnommé «Baleine». Nous en avions peur. Quand il entrait dans nos classes, nous nous levions d'un bond, et le professeur avec nous.
J'attendais le coup de semonce. Il vint. «Baleine», volontiers sarcastique, trouva le moyen de m'humilier devant toute l'étude. Faisant allusion aux Anglais qui reculaient alors devant Rommel, il railla:
—Vos Anglais qui courent dans le désert comme des lapins...
Il m'intima l'ordre de dévisser l'abattant du pupitre, de le montrer à mon pére, d'en effacer l'inscription et de tout remettre en place. Mon père me reprocha mon «égoisme» ; j'aurais dû songer à ma mère qui était anglaise; avec des incartades de ce genre, je lui faisais courir des risques. Soit dit en passant, en quatre ans de guerre, ma mère n'allait pas souffrir du moindre préjudice du fait d'être anglaise (elle parlait le français avec un fort accent anglais).
Le lendemain, j'allais trouver le menuisier de l'école, un Alsacien. Était-il pour ou contre les Allemands ? Il ne fit pas le moindre commentaire, ne prononça pas un mot, prit la planche et, quelques heures plus tard, me la rendit rabotée et repeinte. Je m'empressais de remettre en place un couvercle devenu étrangement mince et léger.

Les générations d'élèves qui s'assirent, par la suite, à ce pupitre n'ont jamais dû imaginer qu'ils devaient à Pierre Laval un couvercle aussi mince et léger. Il est vrai qu'eux-mêmes et leurs parents, nos contemporains, n'imaginent pas non plus que, si l'Europe n'est pas devenue bolchevique de Moscou à Brest, c'est au sacrifice de millions de jeunes Allemands qu'on le doit.

LES PREMIÈRES MUES

L'heure n'est pas venue d'écrire le roman vrai de Robert Faurisson. Si l'envie m'en prenait, malgré les difficultés de tous ordres, les

précautions indispensables, les discrétions inévitables susceptibles de nuire à la vérité de l'entreprise, les dimensions de ces *Cahiers* suffiraient à l'interdire.
Mon propos est plus modeste. De tout ce que je sais de lui, de tout ce que j'ai vu, lu, entendu sur et de lui, je laisse ressurgir ce qui peut le mieux éclairer l'apôtre du révisionnisme d'investigation et expliquer l'engagement forcené de cet homme, aussi indestructible que vulnérable, lancé seul, ou presque seul, contre une puissance planétaire.
Faurisson déteste la sensibilité. Il voudrait la chasser, même de l'étude de la poésie. C'est du moins ce qu'il dit. Je suis différent. Dans cette quête de renseignements et d'informations, de signes, d'indices et de preuves où je me suis aventuré, le cœur, les sens et la sensibilité jouent un rôle aussi important que la tête. Il faut se défier de celle-ci. Elle ne trouve souvent que ce qu'elle veut prouver. Je préfère que le sujet m'imprègne tout entier, de tous côtés, par tous les pores et facultés et, ensuite, laisser décanter. Ce qui demeure: l'essentiel, ce n'est pas seulement l'intelligence qui l'a discerné.
La Libération surprit l'adolescent. Ses désirs étaient exaucés. Il voulait qu'on tuât Laval. Laval était mis à mort. Et de quelle façon ! Fusillé, à bout portant, sur une chaise, dans une des cours de la prison de Fresnes, après un lavage d'intestins, un procès bâclé, une condamnation prononcée sous les acclamations d'un jury d'assassins, la loi du lynch dans tout son éclat républicain. De quoi satisfaire les haines les plus émoustillées.
Malgré cette satisfaction princière, il y avait chez le jeune Faurisson on ne sait quel vague à l'âme teinté d'inquiétude. Ce n'était pas seulement la déception que laisse la réalisation d'un désir trop longtemps espéré. C'était une appréhension diffuse qui flottait dans les consciences: et si nous n'avions pas eu entièrement raison ? Mme Faurisson la partageait dans une certaine mesure. Lorsque le Maréchal fut condamné à mort, l'Anglaise dit:
—Il me semble que, maintenant, je comprends Pétain.
Son fils aîné, lui, ne pouvait s'empêcher de comparer le comportement de l'Allemand occupant et celui de l'Américain libérateur. Malgré les chewing gums, les *Lucky Strike* et le chocolat lancés du haut des *jeeps* aux indigènes, comme les pièces de monnaie jetées du bord de *l'Aramis* aux négrillons de Djibouti, l'avantage n'allait pas forcément au second.
M. Faurisson père avait coutume de dire :
—Les Allemands forment un peuple triste. Ils font la guerre tristement.
Avec les Américains, le contraste était saisissant. Les Américains étaient joyeux, et même plus hilares que joyeux ; débraillés et braillards ; sans-gêne, vociférants, souvent bourrés comme des cantines et mauvaises teignes sitôt que lichés ; hardis sur les mignonnes; se permettant tout,

tout de suite, sans respecter la résistance (du moment que le harcèlement sexuel était libérateur, qui aurait osé s'en plaindre ?) ; ne craignant que les MP au casque blanc et jugulaire noire au menton, la Military Police, qui cognait, à la volée, dans les meutes, avec des bâtons d'un mètre, sans se soucier de ceux qui avaient commencé et de ceux qui avaient suivi, Dieu les reconnîtrait à l'infirmerie. Ce n'était pas une troupe. C'était un troupeau indiscipliné, avec chiens mais sans berger.
En 1944, les soldats américains se croyaient en pays conquis, beaucoup plus que les soldats allemands en 1940 et 1941. Même plus tard, après les premiers revers et les premiers attentats entraînant les premières représailles, dans une situation qui se durcissait, d'une manière générale les officiers et les soldats allemands se comportèrent en officiers et en soldats. Les femmes n'en avaient pas peur. Jusqu'en 1944, les viols furent rares. On n'en dira pas autant après (je ne parle évidemment pas des opérations de police, des rafles, des répliques militaires à des actions terroristes, mais dans la vie quotidienne, des rapports entre occupants et occupés).
Aujourd'hui, Faurisson se souvient de deux saynètes qui le marquèrent. Il témoigne:

> Un jour, au début de 1944, rue Jean-Bart, j'ai vu un Français ivre qui, sur le trottoir, barrait la route à un officier allemand. Il l'insultait. L'officier allemand lui répondit quelque chose comme : «Oui. Oui. La guerre est une chose terrible.» Puis il contourna doucement l'ivrogne et s'en fut.
> En septembre de la même année, j'étais à Orléans. Un soir, vers dix heures, une femme d'une quarantaine d'années (j'en avais quinze) me demanda de bien vouloir l'accompagner jusqu'à sa maison. Elle craignait les Américains ivres qui erraient dans les rues. J'acceptai. Les faits lui donnèrent raison. Nous rencontrâmes un officier américain, passablement éméché. Il voulait la femme. Je m'interposais. L'affaire prit mauvaise tournure. L'homme avait le whisky mauvais. La femme profita de l'altercation pour prendre la fuite. Je finis par me débarrasser de l'Américain. Je vais chez la dame pour voir si tout s'était bien passé. Son mari et elle-même hésitèrent à m'ouvrir. Ils étaient terrorisés. Je ne crois pas que cela se serait passé pendant l'occupation allemande.

Ces anecdotes sont intéressantes, non pas tant parce qu'elles contredisent les images des films de propagande sur cette époque qui n'a pas cessé d'être occultée, que parce qu'elles révèlent la mue de l'adolescent.
Une autre scène la confirme. Écoutons :

> C'est peut-être le 8 mai 1945, en entendant les sirènes d'alerte qui, pour cette fois, annonçaient non pas l'arrivée des forteresses volantes mais la victoire des Alliés, que j'ai songé pour la première fois à la tragédie du peuple allemand.

J'avais ouvert la fenêtre de ma chambre. J'étais au balcon. Mon père s'approcha. Il voulut savoir si j'étais «heureux». La question m'embarrassa. Je n'avais pas l'habitude des questions intimes. Je lui répondis oui et mon père s'éloigna. Au même instant, je me fis la réflexion que ce jour de liesse pour les Français qui avaient intensément souhaité la défaite de l'Allemagne devait être vécu comme un jour de désespoir par les Allemands qui s'étaient tant battus pour leur propre pays. J'en éprouvais une subite compassion pour l'ennemi vaincu. Peut-être s'y mêlait-il aussi l'étrange mélancolie qu'éprouve parfois le vainqueur qui vient enfin d'atteindre au but ; toutes les forces jusqu'ici développées pour accèder à son rêve se trouvent soudain sans emploi. Il en pleurerait. Je ne pleurais cependant ni sur moi, ni sur les souffrances de l'Allemagne ou des autres belligérants. Beaucoup plus tard, cherchant à faire le point sur cette date fatidique du 8 mai 1945, je songeais que les vaincus, à la différence des vainqueurs, avaient connu une épopée. Les Allemands revenaient d'une aventure épique. Il n'y a d'épopée que si l'on est vaincu. Je songeais à la défaite de Xerxès et à la tragédie des Perses. Les Grecs avaient vaincu Xerxès et les Perses. Eschyle, qui avait combattu dans les rangs de l'armée grecque, aurait pu décider de donner le beau rôle à ses compatriotes et, par la même occasion, d'en appeler à la vengeance contre le vaincu. Il choisit, au sortir de la guerre, de compatir aux souffrances de l'ennemi vaincu et c'est ainsi qu'il écrivit la plus émouvante tragédie et la plus grande épopée de tous les temps. Je ne vois pas ce que la morale «judéo-chrétienne» aurait pu apprendre à un Grec du V^e^ siècle avant J.-C.

LE PROCÈS DU MILICIEN

Comment l'esprit vient aux garçons. .. Comment naît et se trace un destin... C'est ici sans doute le départ de l'extraordinaire et pathétique aventure du professeur Faurisson. Un sentiment l'habite qui va aller se renforçant ; on n'écrase pas deux fois les vaincus ; on leur doit la justice et, quand se sont dissipés les brouillards de la haine et ses fantasmes, plus encore que la justice, la vérité.

Confusément, sans que cela soit précisément formulé, le jeune homme qui gravait *Mort à Laval !* sur le couvercle de son pupitre découvre qu'il faudrait être avec les Allemands comme Eschyle fut avec les Perses. L'innocent ne sait pas qu'il vient de mettre le pied sur la première marche d'un escalier terrible, raide, sans fin, et qu'il est perdu, car il ne cessera de monter toujours plus haut vers un sommet qui se dérobe.

En apparence pourtant, rien n'a encore changé. C'est un étudiant brillant en latin-grec, qui veut devenir professeur de latin-grec, car c'est le seul métier qu'il connaisse où il gagnera sa vie en vivant sa passion. Son professeur de grec s'appelle Lacroix. On le surnomme le Krouks. C'est un bonhomme d'une cinquantaine d'années. Il marche courbe et de guingois. Il fait vieux sale. Le Krouks... En plus, c'est complet, il zézaye.

La classe pouffe. Ce qui n'empêche pas ses cagneux de l'admirer. Car le Krouks est d'une intelligence supérieure, et brillant. Quand il déclare, le plus naturellement du monde : «Il y a deux grands hellénistes en France; l'autre est mort !», personne ne s'esclaffe.
Un jour de 1949, un des camarades de cours de Faurisson, fils d'un haut magistrat, nommé Dejean de la Batie, lui dit :
—Demain, veux-tu venir au procès d'un collabo ?
—Pourquoi ?
—Le Krouks va témoigner.
—Le Krouks... témoigner ?...
—Parole. Le collabo était son élève, avant guerre.
Rien qu'à l'idée de voir le Krouks à la barre, tout tortillé, Robert Faurisson s'étouffe.
—J'en suis, dit-il. Compte sur moi.
Récit :

> Nous étions trois. Dejean de la Batie, un autre dont j'ai oublié le nom et moi. Nous n'avions qu'une idée en tête : assister à la prestation, immanquablement divertissante, du moins le pensions-nous, de notre professeur de grec.
> Nous nous retrouvâmes dans une salle bondée. Aucun de nous ne prêta attention à l'accusé dans son box. Nous attendions le témoignage du Krouks à la barre du tribunal. On fit entrer le témoin ; il n'avait, pour la circonstance, fait aucun effort vestimentaire. Toujours aussi gris et pelliculeux, il s'avança à la barre et prêta serment. Ici se plaça un premier épisode inattendu. Le témoin avait été, bien sûr, appelé par la défense ; or, le procureur se leva pour rendre hommage à la qualité de Résistant du professeur Lacroix. Exagérait-il comme on exagérait à l'époque et comme on le fait encore aujourd'hui sur ce chapitre ? Je n'en sais rien. Ce que je me rappelle, c'est que, pour notre part, nous ignorions tout de cet aspect de la vie de Lacroix en qui nous avions peine à imaginer un rebelle à l'ordre établi. Là-dessus, le président l'invita à parler. L'accusé avait été un élève de Lacroix. Je suis bien incapable aujourd'hui de me remémorer un seul mot de la déposition mais je sais que le professeur se contenta de plaider l'erreur de jeunesse de l'ancien cagneux : Pierre Gallet, tel était son nom, s'était égaré en entrant dans la Milice. Mais Lacroix, d'habitude si involontairement comique, sut trouver de tels mots, prononcés dans un silence général si impressionnant, que le public en fut manifestement bouleversé. Les trois persifleurs en étaient pour leurs frais. Le spectacle n'était plus du tout celui qu'ils avaient escompté. Ils étaient, à leur tour, gagnés par l'émotion générale.
>
> Lacroix s'en retourna à ses auteurs grecs. Je commençais alors à dévisager l'accusé et à m'intéresser à la cause : Pierre Gallet avait, dans la nuit du 14 au 15 juillet 1944, présidé une cour martiale qui avait envoyé au peloton d'exécution des mutins de la prison de la Santé, des prisonniers de droit commun. A franchement parler, autant il m'était venu de la compassion

pour le peuple allemand, autant le cas des Miliciens me laissait perplexe. En tout cas, je ne concevais pas qu'un Milicien eût pu avoir fait ses humanités et fréquenter assidûment les auteurs grecs et latins. Brasillach et son *Anthologie de la poésie grecque* m'étaient alors inconnus. Pierre Gallet, je crois bien, possédait par ailleurs une licence scientifique.

Pierre Gallet est un homme d'une trentaine d'années, le front large, le regard franc et triste, une fossette aux joues, comme si l'enfance n'était pas si loin. Darnand l'appelait «le Saint-Just de la Milice». Ils s'étaient connus en 1939, au fameux commando Agnely, du 22e Bataillon de chasseurs, dont Joseph Darnand encore auréolé de ses exploits de 1918 était la vedette.

Dans tous les commandos d'élite de l'armée française circulaient des histoires sur ce personnage hors série : Joseph, Aimé, Auguste Darnand, né le 19 mars 1897 à Coligny (Ain). Le père «travaillait aux chemins de fer», comme on disait alors. La mère élevait ses sept enfants. Joseph avait fait de petites études au collège diocésain de Belley, qu'il quitta à quinze ans, en seconde, pour devenir apprenti ébéniste. La pension coûtait trop cher.

En 1914, quand la guerre éclate, il a dix-sept ans et une seule idée en tête : s'engager. C'est un solide gaillard, râblé, les épaules larges, les reins et le cou puissants, le pas rapide, les bras costauds. Pourtant, on lui demande d'attendre un an. Dès ses dix-huit ans, le voilà chasseur à pied. Quand il revient au pays pour la première permission, il a déjà été blessé et décoré. En 1921, quand il termine la guerre, en Cilicie — une province de Turquie, entre les monts Taurus et la mer, que le traité de Versailles avait donnée à la France — faisant le coup de feu contre les partisans de Kemal Atatürk, Darnand est sous-lieutenant, décoré de la croix de guerre avec sept citations. Le maréchal Pétain lui a donné la médaille militaire sur le Front des troupes. Le président Poincaré salue en lui «l'un des principaux artisans de la Victoire». Seuls Clemenceau et le maréchal Foch en auront autant.

Poincaré veut honorer ainsi le coup de main du 14 juillet 1918. Ce jour-là, Joseph Darnand, à la tête d'un groupe de pointe du 366e d'infanterie pénétra profondément dans les lignes allemandes et surprit un état-major de régiment — 470 officiers, sous-officiers et soldats ! — qu'il ramena, avec des documents de première importance. Ils allaient permettre de précipiter la défaite allemande. En 1936, dans les milieux d'anciens combattants, quand on demandait : «Quels sont les soldats les plus célèbres de 14-18 ?», il y avait toujours quelqu'un pour répondre : «Le poilu inconnu qui dort sous l'Arc de triomphe et Joseph Darnand dont les camions transportent à travers la France les armes de la Cagoule.»

C'est vrai. Dans les années vingt, le Jurassien s'est installé à Nice. Il dirige une entreprise de camionnage et milite à *l'Action française* dont il est le président national des Anciens combattants. Bientôt les défilés patriotiques pour Jeanne d'Arc, les ventes de charité des Demoiselles d'*Action française,* même les bagarres sévères des Camelots ne lui suffisent plus. Après une scène mémorable, il rompt avec les chefs du mouvement monarchiste.

Convoqué à Paris, il exprime ses griefs. Maurras, brusquement, lui demande :

—A Nice, que pense-t-on de nous ?

Darnand hésite. C'est un homme tout d'une pièce, carré, au franc-parler. Mais tout de même... Maurras le presse.

—Alors ?

Darnand hésite encore, puis se lance :

—Eh bien, maître, on dit... on dit... on dit que vous êtes des vieux cons.

—Quoi ?... Comment ?... Que dit-il ?

Maurras est sourd. Il n'a pas entendu, ou il a mal compris. Léon Daudet éclate d'un rire énorme:

—C'est la meilleure ! dit-il, secoué de hoquets. Nous lui payons son billet et il vient à Paris nous dire que nous sommes de vieux cons !

Après le 6 février 1934, devant l'impuissance de la droite, les zizanies Croix de feu-AF, la démonstration de force du Parti communiste, la montée du Front popu, Darnand passe à l'action. Il participe à la création de groupes secrets d'autodéfense. On les appellera bientôt d'un mot de roman-feuilleton : la Cagoule. Les armes viennent parfois d'Italie fasciste. Ce sont les camions du Cagoulard Darnand qui les véhiculent. Il profite de ses relations pour remplir une mission que lui a confiée le capitaine Giscard d'Estaing chargé, en 1939, des renseignements sur l'Italie à l'état-major de la XV^{e} région militaire: surveiller les mouvements de troupes et les préparatifs guerriers de l'autre côté de la frontière. Travail accompli.

Nous voici revenus à la guerre, à Pierre Gallet, au commando Félix Agnely de la 29^{e} division de chasseurs. Celui-ci est tué, le 7 février 1940, au cours d'un coup de mains dans Forbach investi par les Allemands. Obligé de laisser le corps de son ami, Joseph Darnand profite de la nuit suivante pour aller le chercher. Il le rapporte sur son dos, pendant cinq heures à travers les postes allemands, par une température sibérienne, jusque dans nos lignes. C'est le général Georges, adjoint au généralissime Gamelin, qui épingle la rosette de la Légion d'honneur sur la canadienne du lieutenant Darnand. Il dit :

—Lieutenant, vous avez accompli le plus bel exploit de cette guerre.

La scène, photographiée par *Match,* fit la couverture de l'hebdomadaire.

Au tour de l'aspirant Pierre Gallet de tomber. Il n'est heureusement que blessé. L'action lui vaudra une amputation et la croix de guerre avec palmes. C'est encore Darnand qui le ramène et le sauve.
Dès lors, l'histoire s'est mise en route. Le 9 octobre 1940, on trouve Gallet, au casino de Nice, derrière Darnand, avec Bassompierre, le R.P. Bruckberger, aumônier des Corps francs, le commandant Mélandri, héros des chasseurs alpins, pour la fondation de la Légion des combattants. Toujours à Nice, en 1941, on retrouve Pierre Gallet, derrière Darnand, avec Noël de Tissot, Bassompierre, le Dr Durandy, à la genèse du S.O.L. (Service d'ordre légionnaires) qui veut faire des anciens combattants de nouveaux combattants. Le 31 janvier 1943, à l'Hôtel Thermal de Vichy, Pierre Gallet participe à la fondation de la Milice française; chef : Darnand. Qu'est-ce que la Milice ?
La loi qui l'a créée la veille stipule:

> **Article 1 des statuts** : La Milice française, qui groupe des Français résolus à prendre une part active au redressement politique, social, économique, intellectuel et moral de la France est reconnue d'utilité publique.
> **Article 2 des statuts** : La Milice française est composée de volontaires moralement prêts et physiquement aptes non seulement à soutenir l'Etat nouveau mais à concourir au maintien de l'ordre.
> **Article 3 des statuts** : Les membres de la Milice française doivent satisfaire aux conditions suivantes:
> 1° : Être français de naissance.
> 2° : Ne pas être juif.
> 3° : N'adhérer à aucune société secrète.
> 4° : Être volontaire.
> 5° : Être agréé par le chef départemental.

Le programme de la Milice tient en 21 points. A titre documentaire, citons-en quelques-uns:

> 1) Contre l'Ancien Régime. Pour l'ordre nouveau. 3) Contre l'égoïsme bourgeois. Pour la solidarité humaine. 5) Contre «l'influence». Pour le mérite. 8) Contre la tutelle de l'argent. Pour la primauté du travail. 11) Contre l'égalitarisme. Pour la hiérarchie. 12) Contre le trust. Pour le métier. 16) Contre le capitalisme international. Pour le corporatisme. 17) Contre la condition prolétarienne. Pour la justice sociale. 19) Contre le Bolchevisme. Pour le nationalisme. 20) Contre la lèpre juive. Pour la pureté française. 21) Contre la franc-maçonnerie païenne. Pour la civilisation chrétienne.

En 1944, Darnand devint ministre de l'Intérieur et choisit comme directeur de cabinet Pierre Gallet. A ce titre, le 15 juillet 1944, Gallet présida la cour martiale qui réprima la mutinerie de la prison de la Santé. C'est essentiellement ce qui lui est reproché devant la cour de Justice, à l'audience de laquelle Faurisson assiste. Récit:

> Je me souviens d'une femme qui travaillait comme concierge. Elle accusait Gallet : «Oui, monsieur le président, j'ai vu l'accusé en uniforme allemand. Je vous assure que je l'ai vu...» Or, les miliciens ne portaient pas d'uniforme allemand, mais un uniforme français, bleu ou kaki, selon les unités. Mais le président ne relevait pas l'erreur. Il interrogeait Gallet comme s'il était déjà condamné. Il ne le désignait pas par son nom. Pour souligner son mépris il disait : «cet individu». L'avocat ne protestait pas. Gallet non plus. Devant ce tribunal il était impossible de protester. Au reste, Gallet parlait peu. Durant tout le procès il fut silencieux et très digne.

Qu'aurait-il pu dire ? Les faits étaient établis et n'appelaient pas de commentaires. Dans la nuit du 14 au 15 juillet 1944, trompés par un mot d'ordre qui annonçait un soulèvement de tout Paris, à la prison de la Santé 5.000 prisonniers de droit commun se mutinèrent. A l'exception des «politiques», qui demeurèrent dans leurs cellules (il y avait là des communistes, et un fasciste : Marcel Bucard, chef des Francistes), ils se rendirent maîtres des bâtiments et commencèrent par piller les magasins de vivres. Certains étaient armés. On avait entendu des coups de feu. D'armes automatiques? Peut-être... Avec les Anglo-Américains s'avançant sur Paris, la perspective de 5.000 hommes, retranchés dans «la Santé» comme dans un fort, alarmait les Allemands. Ils exigeaient que la situation fût immédiatement rétablie. Un furieux de la Platzkommandantur, le Sturmbannfuhrer Niefeld, réclamait 400 fusillés sur-le-champ et se proposait de faire déporter le reste. Jean Bassompierre, inspecteur général de la Milice, ami personnel de Darnand, prit l'affaire en mains. A neuf heures, tout était réglé. Aux premières rafales de F.M., les mutins avaient regagné leurs cellules aux portes défoncées. Il n'y avait que trois blessés. Il s'agissait maintenant de faire baisser les exigences allemandes. Le chiffre fut d'abord réduit à cent, pour tomber finalement à vingt-huit. Restait à les désigner. Ce fut la tâche d'une cour martiale que présidait Gallet, assisté de Max Knipping, colonel aviateur, détenteur de deux records du monde, croix de guerre 14-18 et 39-40, officier de la Légion d'honneur, et Georges Radici, croix de guerre 39-40 avec palmes, tous deux du cabinet du Maintien de l'ordre. Ils choisirent des relégués ou des condamnés à vie et obtinrent que les pelotons d'exécution fussent composés de gardes-mobiles et non de miliciens.

Knipping, Radici et Bassompierre allaient être condamnés à mort et fusillés en 1947 et 1948. Pierre Gallet ne se faisait donc pas beaucoup d'illusion sur le sort qui l'attendait.

Faurisson:

> Je suis retourné au tribunal le second jour, qui était le dernier du procès et celui du verdict. P. Gallet fut condamné à mort — cinq ans après les faits, quatre ans après la fin de la guerre. Dans la salle éclatèrent des cris de protestation. J'entendis aussi : «Nous sommes avec toi, Pierre !»
> Pour la première fois de ma vie, je me trouvais en présence d'un condamné à mort. J'éprouvais un malaise à la pensée que j'avais méprisé cet homme sans le connaître. J'étais sous l'effet d'un autre choc : j'avais fini par suivre le déroulement du procès et j'avais eu ainsi un apercu de l'ignominie du système judiciaire français.
> Quand je rentrais à la maison, je trouvais tout le monde à table. Le dîner prenait fin. Je dis à mon père que je venais d'assister au procès d'un collaborateur et que le malheureux avait été condamné à mort. J'essayais de lui tirer quelques mots de sympathie. Ils ne vinrent pas. Je m'efforçais d'avaler ma soupe. J'en revois la couleur, claire et orange. La lumière de la lampe s'y reflétait. J'entends le bruit de la cuillère contre le bord de l'assiette. Bordée de deux lignes rouge et bleue, I'assiette était frappée des armes des Messageries Maritimes : une ancre avec un «M», des cordages et une licorne. L'habitude voulait qu'on fasse glisser la cuillère d'argent contre le bord de l'assiette pour qu'il n'en tombe pas de gouttes. Il convenait de ne pas faire de bruit, surtout en avalant sa soupe. On contrôlait ses mouvements, sa respiration. Beaucoup de contrôle, en somme. Je me souviens d'avoir subitement quitté la place. Je pense que ce soir-là, avec ma soupe qui ne passait décidément pas, j'ai rejeté quelques idées aussi qu'il m'avait fallu ingurgiter pendant toutes ces années de guerre. Je n'admettais plus de ne voir le mal que dans le camp des vaincus et le bien que dans celui des vainqueurs. Décidément, la justice de Nuremberg me soulevait le cœur. Encore aujourd'hui, elle me paraît le comble de l'abjection.

Quand elle parle de cette scène, Yvonne S. ajoute :

> Nous avons tous le souvenir de cet épisode. Ce qui nous avait abasourdis, c'est que Robert était arrivé très en retard — ce qui était exceptionnel chez nous — et qu'il ne s'était pas attiré de reproches. Quand il était sorti de la salle à manger, notre père nous avait simplement dit : «Laissez-le tranquille.»

DÉCOUVERTE DE NUREMBERG

Ce qui m'abasourdit, moi, c'est qu'un garçon aussi curieux, observateur, réfléchi, sensible — l'anecdote le montre — que Robert Faurisson ait attendu 1949 pour réagir de cette façon. Depuis cinq ans, les prisons et les bagnes de France étaient pleins de prisonniers politiques que l'on traitait comme des criminels. Dans les centrales, vêtus de bure, chaussés de sabots, le crâne rasé, ils étaient soumis aux travaux forcés et à la loi du silence. Plusieurs matins par semaine, on conduisait aux pelotons d'exécution des hommes qui, cinq ans plus tard, n'auraient été

condamnés qu'à des peines légères, s'ils n'avaient pas été acquittés. Le 6 février 1945, au fort de Montrouge, un poète, un romancier, un ancien normalien fut passé par les armes, dans la cour du fort de Montrouge. Il s'appelait Robert Brasillach. Sa condamnation à mort avait causé une certaine émotion. Le refus de sa grâce par le général de Gaulle en causa une plus grande encore. Sauf chez les Faurisson. Quelque temps plus tard, sur le tableau noir d'une salle de classe, Robert Faurisson découvrit une inscription, un cri à la craie : «Robert Brasillach sera vengé !» Il connaissait Eschyle mais ignorait qui était ce Brasillach qu'une main et un cœur anonymes voulaient venger. Il s'enquit. On lui expliqua. «Cela me donna à penser» dit-il, sans plus. Rien de comparable avec le coup de tonnerre du procès Gallet. Brasillach avait eu pourtant moins de chance que Gallet. Quoique n'ayant jamais présidé de cour martiale, il avait été fusillé, debout dans son mince manteau de ratine bleue. Pierre Gallet, lui, fut grâcié par Vincent Auriol, qui avait dépêché au poteau ses amis Bassompierre, Knipping, Radici, comme le général de Gaulle y avait envoyé Darnand, sans hésitation ni murmure, et encore une fois les balles françaises s'étaient montrées plus efficaces que les allemandes. C'était l'époque où le loto s'appelait justice. Il avait fallu attendre 1949 pour que Robert Faurisson en fût frappé.

Cette année-là devait d'ailleurs se révéler importante pour lui. En octobre 1948 avait paru *Nuremberg ou la Terre promise* de Maurice Bardèche, le beau-frère et l'ami de Brasillach. Pour réussir à publier ce livre, qui allait lui valoir un an de prison ferme, Maurice Bardèche avait dû se faire éditeur. Ce qui m'arrive aujourd'hui. Il y a une quinzaine d'années, les éditions Albin Michel (chez qui j'avais publié un roman: *Deux Femmes*) me firent proposer d'écrire une de leurs *Lettres ouvertes.* Je répondis par l'affirmative et donnai mon sujet : *Lettre ouverte aux juifs de France.* J'attends encore la réponse. Dans l'état de censure et de soumission actuel, on n'est vraiment libre que chez soi.

Fort du succès de la *Lettre à François Mauriac*, publiée en 1947 aux Éditions de la Pensée libre (80.000 exemplaires vendus), Bardèche créa donc sa maison d'édition : *Les Sept Couleurs*, du titre d'un roman de Brasillach qui aurait eu le Goncourt en 1937 si son auteur n'avait pas été aussi le rédacteur en chef de *Je suis Partout.* Sitôt *Nuremberg* annoncé, la contre-offensive se déclencha. Procès, interdiction à l'affichage, publicité interdite, poursuites, le pauvre Bardèche, qui avait déjà fait six ou sept mois de prison pour deux articles écrits durant l'Occupation: l'un sur Stendhal, l'autre sur Flaubert, se trouva au centre d'un scandale en forme de maelstrom. Très vite, *Nuremberg* ne se trouva plus que sous le manteau, comme les romans pornographiques (ce que Faurisson et Guillaume allaient également connaître, quarante ans

après: il y a de l'esprit de suite dans la répression !) et à des prix de marché noir.
Chez les Faurisson, l'argent de poche était remplacé par un coup de sifflet long. Grâce à la générosité d'une de ses tantes, le jeune Robert put acquérir le livre maudit. Ce fut comme une sorte de révélation. Les premières phrases de *Nuremberg ou la Terre promise* étaient:

> Je ne prends pas la défense de l'Allemagne. Je prends la défense de la vérité [...].
> Nous vivons depuis trois ans sur une falsification de l'histoire.

Suivaient 270 pages de réflexions sacrilèges, lucides, naives, aiguës, frémissantes, passionnées, péremptoires, inspirées par la lecture de la sténographie du procès de Nuremberg et essentiellement de l'Acte d'accusation. Ancien normalien, agrégé des lettres, professeur à la Sorbonne et à l'université de Lille, Bardèche écrivait:

> [...] il s'agit d'un travail qu'on m'a un peu appris à faire autrefois : c'est en somme, une critique de témoignage, et je ne l'ai pas conduite autrement que j'aurais conduit la même enquête sur un fait historique, avec les méthodes qui sont celles qu'on m'a apprises en critique et sur lesquelles sont fondés tous les travaux des érudits dont j'ai été autrefois le très modeste col!ègue (*id*., p. 164).

Voilà qui a dû trouver de mystérieuses résonances dans l'esprit de celui qui, après avoir été agrégé, professeur en Sorbonne et à l'université de Lyon, sera conduit à la terre brûlée du révisionnisme historique par les chemins universitaires et fleuris du révisionnisme littéraire. La démarche de Bardèche, qui va de la psychanalyse de Stendhal à l'analyse spectrale de Nuremberg, annonce celle de Faurisson. Lui ira, mais avec des méthodes très différentes, de Rimbaud à Auschwitz, pour voir ce que les autres n'ont pas vu, peut-être parce qu'ils ne voulaient pas découvrir ce qu'ils tenaient caché.
Dans le grand orchestre wagnérien de la propagande anti-allemande de l'immédiat après-guerre, la petite crécelle du malheureux beau-frère de Robert Brasillach fait un bruit d'enfer. Pensez donc ! Il dénonce Nuremberg comme l'Arche de la Nouvelle Alliance, le Temple de la religion nouvelle, la religion mondialiste sans races ni frontières, celle qui transforme l'homme en personne humaine et fait du monde la Terre promise, sans nation, sans patrie. En révélant les imprécisions, les fabrications, les omissions, la partialité, la mauvaise foi et les intentions cachées du Réquisitoire, Bardèche demande une contre-enquête «complète, publique et contradictoire». Dans le déclenchement de la guerre, les responsabilités de l'Allemagne nationale-socialiste ne sont

pas niables. Mais à qui fera-t-on croire que celles de l'Union soviétique, de l'Angleterre, de la France n'existent pas ? Pour dire, en justice, qui est coupable et qui est innocent, il ne faut pas se limiter à l'examen des archives du vaincu. Il faut aussi fouiller celles des vainqueurs. Il n'est pas douteux que les armées allemandes ont commis des crimes de guerre tels qu'ils furent définis par la convention de La Haye, en 1907. Mais il ne faut pas se contenter d'enregistrer les accusations des victimes. Il faut contrôler, vérifier. Il faut se demander par quel miracle, quelle protection divine, ni les Soviétiques, ni les Polonais, ni les Français, ni les Anglais, ni les Américains n'en ont commis de semblables ? Et Dresde ? Et Hambourg ? Et les «tapis de bombes» qui ne cherchaient pas à détruire un objectif mais à pulvériser des villes entières et à exterminer ou terroriser les populations civiles ?

> Je croirai à l'existence juridique des crimes de guerre quand j'aurai vu le général Eisenhower et le maréchal Rossokowsky prendre place au tribunal de Nuremberg sur le banc des accusés. Et à côté d'eux, de moindres sires, comme notre général de Gaulle, responsable bien plus directement que Keitel et Jodl d'un assez bon nombre d'atrocités. [...] Je réclame le droit de ne pas croire aux récits des correspondants de guerre. Et je réclame le droit de réfléchir avant de m'indigner (*id.*, p. 203-204).

C'est superbe. D'un grand mouvement de pensée et de plume, qui honore celui qui l'a jeté comme une bouteille à la mer et ceux qui l'ont conservé, dans leur mémoire et celle de leur bibliothèque, comme un message précieux. Écrit dans les sanglots de la mort du frère, en pleine frénésie résistancialiste et gesticulations de la guerre froide, ce texte, et c'est bien normal, n'est pas sans outrances ni erreurs. Maurice Bardèche, par exemple, ne devine pas que l'affrontement (ou le pseudo-affrontement) New York-Moscou est plus de frime que de fond. Comme la danse des petits pains de Charlot dans *la Ruée vers l'or*, nous avons assisté pendant soixante-dix ans au ballet terrifiant des deux mâchoires de la même tenaille. Les danses à vous glacer les sangs, avec plumes et peintures de guerre, n'empêchèrent jamais l'existence, entre les appareils des deux camps, de puissants liens sanguins. On les connaissait depuis 1917, et même avant... Moscou n'a jamais été qu'un épouvantail fabriqué. Quand New York n'en a plus eu besoin, il s'est écrasé, sans qu'il eût été besoin de grandes secousses pour le jeter à bas. Certes, en 1948, ce n'était pas évident. Depuis 1941, on aurait pu cependant en avoir une meilleure conscience.
Maurice Bardèche se trompe encore quand il annonce que:

> Les tribunaux issus de la victoire des armes ne portent que des sentences éphémères (*id.*, p. 14).

ou :

> Demain, la nation allemande élèvera la voix à son tour (*id.*, p. 69).

ou :

> Craignez le jour où l'on écrira l'histoire de cette guerre (*id.*, p. 70).

Hélas, hélas, hélas, comme disait l'autre. L'éphémère dure depuis un demi-siècle. La nation allemande est toujours muette. Seuls les vainqueurs ont le droit d'écrire l'histoire de la guerre. Cet homme pourtant désespéré nourrissait encore trop d'illusions. Mais ce sont là des broutilles, les scories d'une œuvre de feu, dont la vision prophétique continue de nous brûler, car Maastricht n'est qu'un des enfants du Tribunal de Nuremberg. Cela explique pourquoi ce livre est introuvable. Sa réédition conduirait le vieil écrivain (il aura 83 ans le 1er octobre prochain) aux galères. Il a mieux à faire, puisqu'il termine actuellement des *Mémoires* dont nous attendons beaucoup.

Tout ce que je raconte aujourd'hui à propos de *Nuremberg ou la Terre promise* — et vous voyez comme j'ai la digression vivace...— il n'est pas sûr que Robert Faurisson l'ait perçu en 1949. Chez un jeune intellectuel qui s'ouvrait à la bataille des idées et qui commençait à pressentir la grande forêt de l'imposture, l'électro-choc fut pourtant déterminant. Il raconte :

> Je me souviens d'une discussion à ce sujet, avec des amis au Quartier latin. J'avais dit de ce procès que je le tenais pour une mascarade. La guerre et ce procès me faisaient songer à un match de boxe au terme duquel le vainqueur, campé sur ses jambes, domine le vaincu allongé au sol ; tous deux sont pareillement ensanglantés ; le vainqueur empoigne alors le vaincu, le remet sur pied et lui fait savoir que la séance n'est pas terminée ; il va se rendre au vestiaire, s'y laver du sang qui le tache, revêtir la robe du juge et, selon son bon plaisir, selon une règle à sa fantaisie, il reviendra juger le vaincu ; le vainqueur demandera compte de tous les coups qu'il a reçus mais il ne voudra pas entendre parler des coups qu'il a administrés. Il aura pour lui la force et donc le droit, y compris le droit de tuer le vaincu réduit à sa merci.
>
> En même temps se passa un incident qui aurait dû me servir d'avertissement. Un juif, que je rencontrai au Jardin du Luxembourg et à qui j'avais parlé de Bardèche, me demanda de lui prêter le livre. J'hésitai. Un passage, dans sa sincérité, pouvait le choquer. Il insista. Je cédai. Quelques semaines passèrent. Comme il ne me rendait pas le livre malgré mes demandes réitérées, je lui en réclamai le prix que je l'avais payé... au marché noir. Il me répondit qu'il ne me donnerait jamais un sou pour un livre aussi odieux.

Ce dernier trait pourrait laisser croire à l'existence d'un pressentiment à connotation antisémite (ah ! qu'en termes prudents...) chez le jeune lecteur de Bardèche. Il n'en est rien. L'histoire avec Polac, après *A-t-on* lu *Lautréamont ?,* que vous verrez tout à l'heure, est édifiante. Celles-ci ne le sont pas moins.
A Marseille, au Collège de Provence, tenu par des Jésuites (et la mécanique de leur enseignement soutient aujourd'hui encore cet esprit qui a glissé du catholicisme à l'athéisme sans problème ni crise — dit-il) un professeur était d'origine juive. Cinquante ans après, Robert Faurisson en parle avec sentiment:

> Le Père Sérouya (avec ou sans accent, je ne m'en souviens plus...) avait travaillé, au début de la guerre, au Deuxième Bureau. C'est du moins ce qui se racontait. Je ne l'ai jamais eu comme professeur, mais je me souviens qu'il attirait la sympathie de tous par sa douceur. Il portait de belles lunettes, derrière lesquelles brillait un regard intelligent, un peu ironique, aussi.. .
> Longtemps aprés la guerre, on m'a raconté qu'avant l'été 44 il avait protégé d'anciens élèves recherchés par les Allemands et qu'après l'été 44 il avait protégé d'anciens élèves recherchés par les vainqueurs du jour. Je pense souvent à lui comme à un modèle d'homme, doux, souriant et courageux.

Robert Faurisson affirme souvent n'avoir jamais rien compris à la philosophie. Il n'entretint pas moins des relations amicales avec Dreyfus-Lefoyer, qui enseignait cette discipline à Henri IV, où Faurisson fit ses années d'hypokhâgne (Première supérieure préparatoire) et de khâgne (Première supérieure):

> C'était un tout petit homme au visage disgracieux mais au sourire charmant. Il avait une très belle femme. Il était docteur en philosophie, mais également docteur en médecine. Il avait coutume de dire : «Voyez-vous... J'étais nul en diagnostic. Alors je n'ai pas voulu faire de médecine et c'est ainsi que je suis devenu professeur de philosophie.»
> Je me souviens d'une conversation, un jour, à proximité du Panthéon. Dreyfus s'étonnait de ce que le peuple de Kant, de Goethe et de Beethoven eût commis tant d'horreurs durant la dernière guerre : ces camps de concentration, cette extermination délibérée. Peut-être avait-il ajouté : ces chambres à gaz. Je partageai son étonnement. Sur ce sujet, je raisonnais comme Dreyfus et je croyais ce qu'il croyait.
> Bien des années plus tard, descendant la rue Soufflot, je me suis rappelé notre conversation. J'ai alors songé à ce qu'aurait été notre commune stupéfaction si un tiers nous avait alors apporté la clé du mystère et s'il nous avait dit que le peuple allemand s'était rendu coupable d'autant

> d'horreurs que les Alliés mais pas plus; il n'y avait pas lieu de se demander comment le peuple de Kant, de Goethe et de Beethoven avait pu exterminer les juifs dans des chambres à gaz puisque...la loi Fabius-Gayssot sur la liberté de la presse nous interdit d'en dire plus.

En hypokhâgne et en khâgne, un des meilleurs amis du futur n° 1 du révisionnisme, du contestataire des chambres à gaz, de l'homme qui nie le plan d'extermination des juifs par Hitler, était un juif nommé Jacques Brunschvicg. Il était si brillant que la classe l'avait appelé le cacique, le chef. Après seulement deux années de préparation, il fut reçu à l'Ecole Normale supérieure, premier aux examens écrits, premier aux examens oraux et, pour terminer, premier à l'agrégation de philosophie.

> Nous entretenions d'excellents rapports. Je me souviens pourtant d'une conversation qui m'avait choqué. Je ne me rappelle plus si le point de départ en était Nuremberg ou les procès de Moscou, peu importe. Ce qui est certain, c'est que Brunschvicg déclara, non sans satisfaction:
> —C'est de la justice révolutionnaire !
> Je constatais ainsi que, même pour un esprit aussi fin que celui de Jacques Brunschvicg, on pouvait approuver l'existence de deux justices : la justice révolutionnaire et la justice ordinaire.

Entre nous, Robert Faurisson aurait pu faire cette découverte beaucoup plus tôt. Il lui aurait suffi de se mettre à la fenêtre de sa chambre, au 68 de la rue de Vaugirard. Elle ouvrait sur le jardin des Carmes. C'est là que, le 2 septembre 1792, 115 hommes d'Eglise avaient été massacrés par la Justice révolutionnaire des Droits de l'homme.
A Henri IV, les juifs étaient nombreux: Abbou, Alba, Attia, Brunschvicg, Dreyfus, Epstein, Évrard, Gotland, Laufer, Malamon, Vidal-Naquet, etc. Leur proportion n'étonna pas Faurisson. En Sorbonne, où il fit sa licence et passa son diplôme d'études supérieures (avec un mémoire sur « La Psychologie dans les romans de Marivaux »), aussi. Mais ici le climat avait changé. Les juifs étaient d'abord communistes et faisaient régner une sorte de terreur, du moins dans les sections littéraires.

> Je me souviens d'un garçon d'une trentaine d'années (à cet âge il n'aurait pas dû être encore étudiant), Louis Hay, et d'une fille, à la poitrine magnifique, une certaine Rabinovitch. Tous deux passaient leur temps à nous demander de signer des pétitions, à tous propos, mais toujours en faveur de causes défendues par le parti communiste. Généralement je refusai.
>
> Un jour, cèdant à la peur ambiante, je me retrouvais en train de signer une pétition contre le renvoi de Joliot-Curie de l'Agence pour l'Énergie atomique. On a oublié aujourd'hui la dictature communiste qui régnait à la Sorbonne et les inepties que les staliniens parvenaient à imposer.

> Staline passait pour un génie, même en linguistique. Un savant de ses amis, Lyssenko, avait inventé une nouvelle biologie, la biologie marxiste. Il réussissait à faire pousser des tomates grosses comme des potirons et à produire trois récoltes de maïs par an ! Des scientifiques communistes signaient des pétitions où le génial Lyssenko était décrit comme le plus grand biologiste que la terre eût porté. En URSS, même les nains étaient grands. Nous devions croire que, si la *Pravda* ne relatait jamais d'accidents de voitures, de trains, d'avions, jamais de crimes ou de catastrophes naturelles, c'est qu'en URSS il n'y avait jamais d'accidents de voitures, de trains, d'avions, jamais de crimes, non plus que d'inondations, de tremblements de terre ou de feux de forêts. Il fallut croire que Tito était un traître. Il fallut se convaincre que c'était la Corée du Sud qui avait attaqué la Corée du Nord et que les Américains avaient utilisé l'arme bactériologique contre l'armée chinoise.

Pour appuyer le témoignage de Robert Faurisson sur la fièvre communiste, citons ce passage de *L'Histoire intérieure du Parti communiste* de Pierre Robrieux. Le 21 décembre 1949, Staline va avoir 70 ans...

> Les cadeaux sont nombreux [...]. Quotidiennement *l'Humanité* signale les plus émouvants d'entre eux. Cette «pantoufle d'une déportée de Ravensbrück», par exemple, ou ce petit bonnet de poupée «confectionné en prison par une fillette assassinée à Auschwitz», ou encore ce vieux chapelet en argent offert par une vieille femme de 92 ans et avec lequel elle dit avoir prié pour la victoire de Staline pendant la guerre. Il y a aussi [...] ce dessin de Boris Taslizki représentant un soldat soviétique soutenant une déportée exténuée et hagarde au seuil d'un camp de la mort nazi ; ce recueil de poèmes écrits par «un jeune homme mort en déportation» et figurant dans le livre d'or de l'Union des femmes françaises. Dans *l'Humanité*, ce ne sont que témoignages de militants et de compagnons de route retour d'URSS et lettes de simples tavailleurs, de femmes, de jeunes. Ainsi celle-ci, adressée à Staline par une adhérente de 17 ans de Paris : «Les jeunes filles [...] revenues de leur voyage en URSS nous ont raconté ce qu'elles ont vu, c'était magnifique à entendre ! Nous pensons à la vie qu'ont toutes les jeunes filles dans votre beau pays et c'est cette vie que nous voulons pour les jeunes filles de France, mais pour cela il faut lutter et nous lutterons toutes avec force» (Tome 2, p. 268).

Quand on a connu, quand on a vécu ces fabrications et ces falsifications, quand on a assisté à ce théâtre, aucune supercherie ne peut plus vous surprendre, aussi gigantesque qu'elle soit.
Quand on lit ce témoignage des jeunes filles communistes retour d'URSS, aucun témoignage ne peut plus suffire à vous convaincre.
Comment la vérité pourrait-elle être établie par les seuls aveux des accusés quand on a entendu, dans les procès de Moscou, en 1937, puis

dans ceux d'opposants, comme Lazlo Rajk, Slansky et autres, à partir de 1949, les accusés avouer l'invraisemblable et l'impossible et reconnaître publiquement des forfaits qu'ils n'avaient jamais commis, qu'ils n'avaient matériellement pu commettre ?
Je crois qu'il n'est pas interdit de penser que c'est dans ces années qu'est née, dans le ciel de l'étudiant Robert Faurisson, la petite étoile qui allait guider le pas du professeur.

L'APPRENTISSAGE DU RÉVISIONNISME

En apparence, tout commence par Rimbaud. Depuis 1957, Robert Faurisson est professeur de lettres du Lycée Sévigné, le lycée de jeunes filles de Vichy. C'est un professeur sévère et exigeant. Son enseignement est simple, mais strict. Il déteste les pâmoisons, l'expression trop vive des sentiments. Il veut apprendre pour apprendre à comprendre, donc commencer à apprendre à lire. Au diable l'auteur, sa naissance, sa vie, sa mort, ses passions, ses idées politiques, s'il faisait du vélo ou de la course à pied. Peu importe qu'il écrivît debout, assis, couché et à l'encre sympathique sur du papier buvard pour ajouter au mystère. Peu importe l'époque, l'environnement, la condition sociale. Ce qui compte, c'est d'abord le texte. Le texte seul ! Que raconte-t-il ? Vous l'avez lu, ce qui s'appelle lu, le crayon à la main, mot après mot, phrase après phrase, dans le détail et la continuité ? Oui ? Eh bien, maintenant, dites ce que vous avez compris. Dites ce que cela raconte.
Un jour, Faurisson donne à sa classe un poème de Rimbaud à étudier, le célèbre sonnet des *Voyelles* :

> *A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu: voyelles,*
> *Je dirai quelque jour vos naissances latentes :*
> *A, noir corset velu des mouches éclatantes*
> *Qui bombinent autour des puanteurs cruelles,*
>
> *Golfes d'ombre ; etc.*

Il ne veut pas qu'on lui raconte l'enfance à Charleville sous la poigne de la mère Rimbe, ni les rêveries à fond de barque sur la Meuse endormeuse. Il ne veut pas savoir qui était le démon : Arthur ou le «poor Lélian», ni pourquoi Rimbaud cessa d'avoir du génie à vingt ans et s'en alla vendre des armes et acheter des esclaves en Abyssinie. Il veut qu'on lui prouve qu'on a lu le poème et qu'on lui explique ce qu'il veut dire. L'expression des sentiments est permise, mais seulement après...
Lui-même n'a qu'une connaissance superficielle de l'œuvre de Rimbaud. Selon son expression, il n'a d'abord fait que survoler *Voyelles*. Quand il

s'y met, en préparant son corrigé, lui, le latiniste féru d'analyse logique et grammaticale, il découvre que ce sonnet à l'hermétisme recherché, si volontairement obscur qu'il pourrait s'agir d'un canular délirant, a un sens caché qu'il ne peut révéler à ses élèves. Ce sont des jeunes filles de Première et de Terminale et *Voyelles* est un poème érotique. Il raconte le corps de la femme avant et pendant l'amour, jusqu'à l'orgasme et l'extase :

> O, suprême Clairon plein des strideurs étranges
> Silences traversés des Mondes et des Anges:
> —O l'Oméga, rayon violet de Ses Yeux !

J'ose avouer que, malgré la science et la perspicacité du savant décrypteur, le sens secret de ses derniers vers (« O », ce sont les yeux) me paraît moins évident qu'à Robert Faurisson. Il est vrai que je n'ai pas reçu, comme Rimbaud (et Faurisson) :

> un enseignement fondé sur le latin et une éducation religieuse [...]. Rimbaud semble trouver sa place parmi cette multitude d'auteurs français, dont il échappera toujours quelque partie aux lecteurs qui n'ont pas, de leur côté et à son exemple, souffert ou bénéficié d'une véritable éducation catholique et d'un enseignement fondé sur le latin (*A-t-on* lu *Rimbaud ?*, p. 115-116-).(*)

Cette réserve faite, la trouvaille de Faurisson me paraît vraie : *Voyelles* est un poème érotique. Il révèle chez le garçon de dix-sept ans qui l'écrivit une sexualité tourmentée et même morbide. Impossible, donc, de livrer l'énigme, clé en mains, à des jeunes filles. Faurisson, qu'Étiemble accusa d'être un «polisson», atteint de «paranoïa pansexualiste» et donnant dans la librairie «cochonne», est trop pudique et respectueux des règles de la bonne société.
Au micro de Radio-Courtoisie, Victoria l'interroge:

> V. : Avez-vous donné ce corrigé à vos élèves ?
> R.F.: Elles m'ont assiégé pour l'avoir. Elles ne l'ont jamais eu (*Libre journal* de Serge de Beketch, 2 juillet 1991).

Quand son travail est édité, en 1961, Robert Faurisson l'adresse à son père avec un long envoi et cette note:

> Je ne parle pas de maman [...]. Si je n'inscris pas son nom en tête, c'est parce que je préfère lui dédicacer une étude, disons : moins scabreuse !

C'est une délicatesse que n'a pas devinée Étiemble.

Récemment, travaillant à ce *Cahier*, je l'interroge sur les femmes. Il répond par une pirouette :

> Il faut faire le bien et n'en point parler.
> «Encore une bonne action», notait Hugo dans ses carnets intimes.

Puis, le skieur et le tennisman qu'il est («Ne perdez jamais la balle des yeux !») fait un long éloge d'Annie Famose et Gabriella Sabatini.
S'il tait ses découvertes aux charmantes demoiselles du Lycée Sévigné, Robert Faurisson n'entend pas pour autant les garder pour lui.
Son corrigé devient bientôt une thèse de l'équivalent d'une centaine de pages, l'enquête d'un service de la police des Lettres qu'aurait pu signer un Sherlock Holmes de l'analyse des textes, aussi observateur, déductif, logique, minutieux, précis, démonstratif et péremptoire que le héros de Conan Doyle. C'est *A-t-on* lu *Rimbaud ?* Il y en aura trois éditions : deux chez Pauvert, la dernière à la Vieille Taupe, ce qui est exceptionnel pour un essai littéraire.
Dès la première, en 1961, c'est la controverse et la polémique. Jean-François Devay les lance. Sa rubrique de *Paris-Presse* est l'une des plus suivies de France. Celui qui fondera *Minute* l'année suivante a l'œil vif et le nez pointu. Il sent d'instinct le sujet. Dans un grand quotidien, en dehors de la chronique littéraire, dans une page dite parisienne, il va consacrer deux articles à l'examen d'un sonnet d'un poète mort en 1891 : c'est tout à fait inhabituel.
Le branle est donné, si j'ose m'exprimer ainsi à propos de l'auteur d'*Hortense* (j'ose). Dans des journaux, périodiques et revues aussi différents que *France-Soir, Combat, Arts, les Temps modernes, le Figaro littéraire, la Table ronde, Rivarol, le Monde,* etc., des critiques aussi importants et suivis que Robert Poulet, Pascal Pia, Robert Kanters, André Breton, André Pieyre de Mandiargues, Antoine Adam, Robert Sabatier, Etiemble, Roger Nimier, discutent, contestent, condamnent. L'un parle de «thèse assez éblouissante». L'autre accuse Faurisson «de faire délirer la France entière». Quoique la première édition n'eût été signée que de ses initiales, le modeste professeur de province est lancé. Il a trouvé sa voie. Il sera détective littéraire.
Comme Charles Maurras. Penché sur le cas de Verlaine en 1896, ce dernier écrivait :

> Il [Verlaine] aimait revêtir ces déguisemenls de misère, nous feindre la plus extrême naïveté et la plus singulière absence de malice. Il était très malin en réalité. Cette malice était marquée dans tous les traits de sa face camuse aux petits yeux clignés ; elle y pétillait du moindre mouvement. Clairvoyance, finesse, et même sens pratique, Verlaine joignait à de très grands dons ces dons d'un ordre plus vulgaire [...]. On a écrit de lui qu'il

> ne perdait jamais sa canne ni sa pipe ; jamais non plus il n'égara un manuscrit. Petits sonnets ou grands poèmes, il les retrouvait toujours au fond de ses poches, noircis, froissés et maculés, mais au texte complet et quand il manquait une rime ou même un demi-pied, c'est qu'il le voulait bien. Elle est de lui cette pittoresque définition des vers qui ressemblent aux siens : «Vers délicieusement faux exprès». [...] A la vérité, aucun poète n'aura été aussi littéraire ni aussi lettré que Verlaine dans le bon comme dans le mauvais sens du mot. [...] Il était fort bon latiniste et passable helléniste et il l'était resté [...]. Il était curieux de tout ; sa science un peu fureteuse et qui s'étendait à l'histoire sacrée et profane, à la technique des beaux-arts, au folklore, aux langues vivantes, faisait de lui, dès ses vingt-cinq ans, une manière de docteur (*Maîtres et témoins de ma vie d'esprit*, Flammarion, 1954, p. 258-259).

Ce besoin de lucidité et de vérité contre les idées et les images reçues et transmises sans effort de réflexion et de vérification est celui de Faurisson. Sans doute ce sont les œuvres qui le retiennent, pas les auteurs (il les aimerait inconnus). Mais il admet (à regret) que la connaissance de ceux-ci peut parfois aider à déchiffrer celles-là (exemple : Rimbaud latiniste, comme Verlaine et, comme lui, esprit encyclopédique, ne sortait jamais sans son dictionnaire !). Sous l'obscurité agencée, c'est la clarté qu'elle cache que veut trouver Faurisson. Sous l'incohérence apparente, la cohérence dissimulée. Sous le désordre, l'ordre secret. Sous l'illogisme flamboyant, la démarche logique. Il écrit:

> Nul besoin d'avoir en sa possession les brouillons d'*Une Saison en Enfer* ou les variantes de tel poème pour se douter que le jeune homme «cent fois sur le métier remettait son ouvrage». Le sonnet de «Voyelles» est d'une précision millimétrique dans l'agencement des parties qui le composent ; il y a de l'ébéniste ou de l'horloger chez ce prétendu «voyant» (*A-t-on* lu *Rimbaud ?*, p. 17).

C'est ce goût de la démystification et de la démythification, auquel il faut adjoindre la volonté de déceler les vérités interdites, qui vont entraîner Robert Faurisson à un révisionnisme autrement dangereux que le révisionnisme littéraire. Il l'explique dans la préface de la dernière édition d'*A-t-on* lu *Rimbaud ?* :

> Bref, je m'amusais bien. J'assouvissais mon plaisir de la langue et de la littérature françaises, du mot précis, de la recherche du sens premier, et tout cela loin des biographies et des bibliographies. Souvent, dans un parc de Vichy, le long de l'Allier, je m'efforçais, «le prudent crayon à la main», de déchiffrer des textes difficiles comme pour en expliquer le sens à des passants, simples et sensés, dont je supposais qu'ils avaient en horreur le chiqué universitaire ou parisien.

> Il ne manquait rien à cette belle vie, pas toujours paisible, sinon que, par ailleurs, je menais aussi une autre vie, clandestine celle-là, et dont je me doutais qu'un jour ou l'autre elle déboucherait sur le pire.
> Mieux vaut l'avouer tout de suite, le hasard ou la destinée (mais que veut dire au juste ce mot ?) m'avaient conduit, dès le début des années 60, à découvrir presque simultanément, en littérature, le mythe de Rimbaud et, en histoire, *horribile dictu*, le mythe de la magique chambre à gaz. [...]
> C'est ainsi qu'au seuil de la trentaine je fus conduit à partager en quatre une vie particulièrement active : un quart s'en trouvait consacré au plaisir de vivre, à ma famille et au sport ; un quart allait à mon métier, un quart au révisionnisme littéraire et un quart enfin — la part maudite — au révisionnisme historique (*id.*, p. 8).

Le premier signe de cette malédiction, Robert Faurisson va le percevoir en 1971. Tout semble pourtant aller bien pour lui. Il a quitté :

> l'enseignement secondaire pour l'enseignement qui se qualifie lui-même de supérieur.

Professeur à la Sorbonne, il est entré dans l'Université : «Un bien grand mot quand on y songe», dit-il. Isidore Ducasse, comte de Lautréamont, a remplacé Rimbaud, et Gallimard, Pauvert. Marque de la consécration, la télévision lui ouvre ses portes. Michel Polac l'invite à parler des *Chants de Maldoror*. Faurisson est en verve. Il raille l'énorme bouffonnerie, cette mystification qui dure depuis cent ans. Elle a abusé les esprits les plus distingués : Bloy, Huysmans, Gide, Valery Larbaud, Edmond Jaloux, Sartre, Aragon, Breton, Eluard, Brasillach, Thierry Maulnier. Lui-même a été piégé. Que des phrases comme «le boa de la morale absente» ou « les paupières ployant sous le réséda de la modestie» aient pu faire illusion est incompréhensible ! Les *Chants de Maldoro*r, c'est M. Fenouillard saisi par la débauche. Les *Poèmes* de Lautréamont : M. Fenouillard annonce son Évangile. L'œuvre d'Isidore Ducasse peut se résumer en une phrase de sept mots : l'auteur s'amuse à contrefaire la bêtise prudhommesque. [Aujourd'hui, on pense à une autre phrase fameuse de Faurisson, qui lui a valu bien des soucis, la phrase de soixante mots qui commence par : « Les prétendues chambres à gaz hitlériennes... etc. ».
En 1971, Robert Faurisson y songeait-il déjà ? Après l'émission, comme Polac lui fait compliment de sa prestation, il lui dit:
—Oh ! Ce n'est rien. J'aurais beaucoup mieux pour vous.
—Ah oui ? Et quoi donc ? s'écrie Polac, allumé comme une mignonne qui viendrait de voir passer Patrick Benguigui, dit Bruel.
—Le mythe des chambres à gaz, lance Robert Faurisson, tout content de lui.

Polac blêmit. Il se ferme. Il se durcit. Il se tait. Les choses sérieuses ne vont plus tarder.

«JE NE SAVAIS PAS QUE CE SERAIT AUSSI DUR»

Écrire sur le révisionnisme actuel, c'est écrire sur la persécution. Je dis actuel, à cause de Thalamas, Amédée. C'était, au début du siècle, un professeur d'histoire qui prétendait, en douze cours, «revisionner» l'histoire de Jeanne d'Arc. *L'Action française* le lui interdit. Il y eut des bagarres, des échauffourées. Thalamas ne pouvait parler que dans le tumulte, sous la protection de la police. Elle ne put l'empêcher d'être giflé, par Maxime Real del Sarte, en plein amphithéâtre de la Sorbonne, puis fessé par d'autres camelots du roi. Le douzième cours fut supprimé ! La persécution s'arrêta là. En récompense, Amédée Thalamas fut élu député radical de Seine-et-Oise. Franc-maçon (on l'aurait deviné), il termina sa carrière comme recteur de l'Académie de Dijon, puis, en qualité de directeur général de l'Instruction publique en Indochine. Cela ne risque pas d'arriver à Robert Faurisson.

Je n'ai jamais entendu parler qu'en France (où il n'y eut jamais de pogrome) un professeur juif ait été lynché parce qu'il était juif. Faurisson l'a été parce qu'il prétendait — en dehors de ses cours, que cela soit bien clair — que le chiffre de six millions de victimes juives devait être révisé à la baisse. Il a eu sa carrière brisée ; il a été mis au ban de l'Université ; il a été condamné et recondamné ; il est interdit de radio et de télévision ; on lui refuse le droit de réunion parce qu'il se propose de démontrer, par une critique des témoignages, d'abord ; par une enquête sur le terrain, ensuite, car c'est sur le terrain que le littéraire Faurisson découvrit, dès les années 70, les impossibilités physiques et chimiques des chambres à gaz homicides telles que les avaient décrites les «témoins oculaires» ; par une analyse de la situation entre 1941 et 1945 enfin, que la vérité historique sur les camps de concentration hitlériens durant la deuxième guerre mondiale n'est pas celle que l'on veut nous imposer. C'est cela, la persécution.

Robert Faurisson ne devait pas s'y attendre en embrassant, en 1952, la carrière de professeur de français, latin, grec. Les seuls déboires qu'il pouvait craindre semblaient d'ordre personnel ou professionnel. Cet homme n'est pas de tout repos. Le fonctionnaire ménage des surprises. Il a du caractère et du tempérament ; de l'énergie à revendre ; du courage et même de l'intrépidité ; de l'impatience et même de l'impulsivité. C'est un opiniâtre d'humeur changeante, un modeste et un orgueilleux à la fois. Convaincu de sa valeur, la conscience de son bon droit peut le rendre redoutable. Ces différents composants sont de nature à constituer, sous certaines pressions et à certaines chaleurs, des

mélanges explosifs. Mieux que l'analyse psychologique, trois historiettes vont le montrer.

• Le tempérament. 1951. Sur une plage de Vendée, à Sion, Robert Faurisson rencontre la grâce, le charme, la beauté, le mystère, bref : l'amour. L'histoire recommence. Bon sang ne saurait mentir. Dans la même année, Robert Faurisson épouse à Saint-Sulpice, avec la bénédiction de l'abbé Trouillat, Mlle Anne-Marie T. Les parents ne sont pas très contents. Surtout les T. La naissance d'une petite fille, Isabelle, arrange vite les choses. C'est souvent ainsi dans les familles de qualité. M. T. est directeur des mines de Brassac, dans le Puy-de-Dôme. Détail : aujourd'hui, les mines de Brassac sont fermées. Les Messageries Maritimes ont disparu. En quarante ans, pour deux familles, c'est tout ce qui fut la vie de leurs parents qui a disparu, englouti à jamais.

Suite de la persécution. Robert et Anne-Marie Faurisson auront trois enfants. Isabelle changera de nom pour se marier. Gabriel a dû renoncer à la magistrature. Marc m'a regardé avec de grands yeux tristes et n'a pas soufflé mot.

• La conscience de sa valeur. 1946. A Stanislas, remise d'un thème grec :

—Le professeur: Premier, M., 18. Deuxième, Faurisson, 16.

—Faurisson: Excusez-moi, monsieur. Pourrais-je voir ma copie ?

—Le professeur : Certainement.

Faurisson découvre que la faute qui lui a coûté deux points n'en est pas une. Le professeur l'admet. Il annonce:

—Premiers ex aequo : M. et Faurisson, 18.

—Faurisson : Excusez-moi, monsieur. Pourrais-je voir la copie de M. ?

—Le professeur : Certainement.

Faurisson découvre dans la copie de M. une faute qui avait échappé au professeur.

—Le professeur : Premier, Faurisson, 18. Deuxième, M., 16.

Il faut être toujours premier. C'est Robert Faurisson qui, un peu honteux, m'a raconté cette anecdote.

• Le courage et l'intrépidité. On citerait vingt exemples. En voici un, peu connu, et surprenant. 1961. Robert Faurisson n'appartient pas à la mouvance dite d'Algérie française. Il s'en faut. Il est au SNE-Sup. Il a cotisé au Comité Maurice Audin, contre les tortures en Algérie. Mais à Vichy, un de ses amis appartient à l'OAS: G.

G. est arrêté. Sur un de ses carnets, les policiers trouvent le nom de Faurisson. Un soir d'octobre, ils débarquent chez lui. Sa femme est souffrante, alitée avec une forte fièvre. Faurisson refuse d'abord de les suivre. Ils insistent. Ce n'est qu'un interrogatoire de contrôle. Il cède. Au commissariat le ton change. Faurisson refuse de dire quoi que ce soit concernant G. Les échanges se font plus violents. Le professeur finit par insulter les policiers. Ils le relâchent pourtant. L'état de Mme Faurisson

a empiré. Il faut appeler le médecin d'urgence et trouver de la glace, en pleine nuit.
Quelques mois se passent. Rebelote. A nouveau les policiers. Le juge d'instruction veut l'entendre. Toujours à cause de G. Et des accords d'Évian. L'entrevue tourne court. Insultes à magistrat. Faurisson ne mollit pas. Il ne s'excuse pas. Il est bouclé à la maison d'arrêt de Riom. Dans sa cellule, il y a un mouton, un maçon coupable d'attouchements sexuels sur ses fillettes de quatorze et seize ans et un garçon-coiffeur escroc, qui conseille le voisin maçon sur le système de défense à adopter. Tout auréolé de son triomphe rimbaldien, Faurisson y resta quinze jours, sans rien avoir cédé, ni sur G., ni au juge. Ça ne m'étonne pas. Je l'ai vu, témoin à décharge lors d'un de mes procès et déchargeant en effet, au canon de marine et à brûle-pourpoint, la hausse à zéro, sur le président Grellier qui tournait casaque et sortait par le fond, godillant dans sa robe, courbé comme un chasseur de champignons après les premières pluies de l'automne.
Au bout de quinze ans de persécutions (1978-1992), malgré des périodes de dépression et d'angoisses («la première fois, mon nom à la télé, j'ai eu le voile noir» : ce courageux d'instinct et de devoir n'est pas un fanfaron), malgré de longues plages de solitude et de graves soucis financiers — où serait le mérite s'il n'y avait que de l'inconscience ? si jamais l'inquiétude et le désespoir ne venaient mordre au cœur et aux tripes l'homme le plus résolu ? — après tant d'années de «galère révisionniste» (l'expression est de lui), Robert Faurisson n'a pas craqué. Il n'a rien concédé, ni renié. Il n'a jamais dit : «Elles fument !». Il continue à brûler ses meubles pour alimenter ses fourneaux et découvrir le secret des émaux. Vacillant sous les coups redoublés des puissants et dans l'indifférence gênée des courtisans, il demeure debout.
Je l'ai simplement entendu dire, un jour, à voix basse:
— Je ne savais pas que ce serait aussi dur.
Nous nous trouvions dans le couloir de ma maison. C'était la fin du jour. Les lampes n'étaient pas encore allumées.
— Et si c'était à recommencer ? demandai-je.
Dans la mauvaise lumière, je le vis hocher la tête. La réponse ne vint pas.

PAUL RASSINIER ET MARTIN BROSZAT

En Cornouaille, dans les beaux soirs roses et bleu-velours de l'été, par mer immobile et sans vent, il arrive, brusquement, qu'une vague venue du large entre dans la baie. On la voit se soulever, monter comme un mur. Gonflée, déjà crêtée de poussière d'argent, elle roule et déferle sur le rivage dans un grand éblouissement d'écumes. Les vieux marins

disent que c'est la conséquence d'un séisme qui a pu se produire à des milliers de kilomètres, il y a très longtemps.
De même, la vague de fond révisionniste qui, à partir de 1974, envoya Robert Faurisson s'écraser sur les brise-lames, les défenses, les digues, les quais de la construction sioniste et de l'empire des chambres à gaz, a mis une quinzaine d'années à se former.
Après Bardèche, deux hommes furent à l'origine de ce tremblement de mer. D'abord Paul Rassinier. Né en 1906, mort en 1967, Faurisson aurait pu le connaître. Ils ont correspondu mais ne se sont jamais rencontrés. C'est qu'ils ne venaient pas de la même planète.
Faurisson sort d'une famille catholique, apolitique ou peu politisée et d'aspirations aristocratiques. En outre, il ne veut pas aller à droite, pour un certain nombre de raisons complexes où se mêle le conformisme du temps, l'intime conviction qu'on ne peut rien réussir à droite, son goût de l'indépendance, renforcés par les souvenirs de l'enfance, un certain état de rébellion où il se tient (c'est du moins ainsi que je le sens).
Rassinier sort de la grande famille des militants engagés à gauche et à l'extrême gauche. Son père fut le vice-président socialiste du Conseil général de Belfort. Frossard — son aîné de 17 ans — l'entraîna en 1922, après le Congrès de Tours, dans l'aventure communiste, aux premières saisons du bolchevisme. Il y connut Victor Serge, Souvarine, Pierre Monatte, fondateur de *la Révolution prolétarienne,* petite revue et école de pensée syndicaliste-révolutionnaire, matérialiste et anti-stalinienne, qui le soutint (avec des réserves) quand commencèrent ses malheurs. Rassinier, qui mettait en pratique l'adage de Georges Pioch : «Poussez ensemble, oui ! Pensez ensemble, non !», entra à la S.F.I.O., où il fut naturellement dans l'opposition à Léon Blum. D'abord avec Marceau Pivert, franc-maçon et n° 1 de la gauche révolutionnaire ; ensuite avec Paul Faure, ancien ministre de Blum mais opposé à la guerre. Quoiqu'il ne participât point au vote du 10 mai 1940, Paul Faure fut nommé au Conseil national du Maréchal Pétain.
En 1939, Rassinier est pacifiste. Après 40, résistant. Il crée le journal clandestin *la Quatrième République.* Il participe à la fondation du Mouvement Libération-Nord. Il organise la production de faux papiers sur une grande échelle. En octobre 1943, avec sa femme et son fils âgé de deux ans, ils sont arrêtés par la Gestapo. L'enfant et la mère resteront détenus deux mois. Lui, après avoir été torturé (mains écrasées, mâchoire brisée, rein éclaté) est déporté à Buchenwald, puis à Dora. Après dix-neuf mois de camps de concentration, il rentre en France sur un brancard. Invalide à 100 % plus cinq degrés, il ne survit que grâce à une discipline de fer et au dévouement des siens. Titulaire de la médaille de vermeil de la Reconnaissance française, décoré de la rosette de la Résistance, il est élu en 1946 député socialiste à l'Assemblée

constituante. Mais en 1950, M. Guérin, député M.R.P. de Lyon, se croit autorisé à monter à la tribune de l'Assemblée nationale pour y déclarer:

> Paul Rassinier [fait partie] des responsables de la collaboration avec l'occupant et des apologistes de la trahison... Il paraît, mes chers collègues, qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz dans les camps de concentration (*J.O.*, 2 novembre 1950).

Aussitôt, M. Martin-Chauffier, qui, si l'on en croit Jean Paulhan :

> s'occupait en 42-43 de procurer aux Allemands (en l'espèce au Capitaine Schweun, auprès de la Maison Béraud, métallurgie, 315, rue Grimaldi, Lyon) des métaux non-ferreux (Lettre à Rassinier, du 18 mars 1953, dont nous possédons la photocopie).

M. Martin-Chauffier, donc, écrivait :

> Paul Rassinier est un faussaire et un calomniateur pris en flagrant délit (*Le Droit de vivre*, 15 décembre 1950).

Le 12 décembre 1950, Rassinier était invité à comparaître devant la commission des conflits de la S.F.I.O. Le 19 avril 1952, il était exclu et MM. Guy Mollet et Daniel Mayer faisaient repousser sa demande de réintégration appuyée par onze fédérations et Marceau Pivert. Et les plaintes commencèrent d'affluer dans le tumulte des consciences indignées.

Que s'est-il donc passé, entre 1946 et 1950, pour qu'on en fût arrivé à ces extrémités ? Pas grand chose, un incident, une bêtise, comme dit James à la marquise, un rien, deux livres, imprimés à compte d'auteur à Bourg-en-Bresse. Dans le premier: *Le Passage de la ligne*, Rassinier racontait Buchenwald et Dora et, à partir de son expérience vécue, essayait de dégager les grandes lois du système concentrationnaire. A Dora et Buchenwald, ce n'était pas l'extermination... Dans le second, *Le Mensonge d'Ulysse*, il analysait la librairie concentrationnaire, critiquait les témoignages, les traductions approximatives ou déformées, montrait les *ouï-dire* (je n'ai pas vu mais on m'a dit), soulignait les contradictions, les outrances, etc.

Ni dans l'un, ni dans l'autre (qui furent bientôt réunis, sous le titre *Le Mensonge d'Ulysse*), M. Rassinier ne niait l'existence des chambres à gaz. Ce ne fut que plus tard qu'il parvint à cette conviction. Même en 1954 il se contentait d'écrire : «Les chambres à gaz n'ont pas d'existence historique». Mais M. Guérin l'avait lu en 1950. C'était donc la preuve que Rassinier l'avait écrit. Cette logique est souvent celle des adversaires des révisionnistes.

En vérité, Rassinier avait commis trois crimes impardonnables:

(1) Il avait cru utile, bon pour la vente et pour l'audience, de demander une préface à Albert Paraz, qui tenait à *Rivarol* une chronique d'humeurs sur la radio. Ami et véhément défenseur de Céline, libertaire, logique avec ses convictions d'avant-guerre, Paraz — paradoxalement le seul gazé de 39-40 !— détestait les boute-feux du Résistancialisme. Dans sa préface, il ne s'était pas retenu. Selon la forte expression des commentateurs des matchs de football jugeant l'action punitive d'un joueur, Paraz n'avait pas fait le déplacement pour rien.

(2) Rassinier avait osé dévoiler le rôle répressif tenu dans l'organisation interne des camps par des groupes de détenus «politiques» — souvent communistes et communistes orthodoxes — ; les avantages qu'ils tiraient de leur fonction de garde-chiourrne supplétifs ; la puissance dont ils se servaient pour frapper leurs adversaires politiques (exemple: les trotzkystes, comme cela se vit à Châteaubriant), concentrationnaires comme eux.

Pour empêcher cette vérité (établie par maints exemples : Marcel Paul, entre autres) de se répandre, Rassinier fut accusé de raconter qu'on vivait, à Buchenwald et Dora, heureux comme des coqs en pâte. Il n'en était rien, comme bien on pense. Mais calomniez, calomniez... La technique est éprouvée. Elle perdure. N'entend-on pas répéter, à l'adresse du professeur Faurisson, qu'il pousse l'impudence, la provocation dénigreuse, jusqu'à nier l'existence des camps de concentration et des morts de la déportation ? Ce qui est évidemment de pure invention.

(3) Enfin, Rassinier s'était cru autorisé à déclarer qu'il n'avait jamais rencontré dans la Résistance les gens qui parlaient aujourd'hui en son nom. Il n'avait pas hésité à signaler les menteurs et ceux qui profitaient du mensonge d'Ulysse. Ni ceux qui oubliaient l'histoire de leur parti. En 1919, les hommes de gauche avaient sévèrement jugé Versailles. Rassinier ne voyait pas pourquoi on ne serait pas de gauche en critiquant Nuremberg.

Eh bien, il vit.

David Rousset (agent international du mouvement trotzkyste, qui servit à Barcelone dans les rangs du POUM pendant la révolution espagnole, fut correspondant du *Times* et de *Fortune* et déporté à Buchenwald, Neuengamme, Nobbelin, dans les mines de sel) déclara :

> Lorsque M. Rassinier écrit ce qu'il écrit, il est pire qu'un SS car il a été un esclave comme moi et il a trahi les esclaves et il s'est trahi lui-même. Quant à moi, je n'ai pas la preuve que M. Rassinier soit membre de l'Internationale nazie, je sais qu'il fait le beau travail pour elle et, comme il n'est pas dément, j'ai l'intime conviction qu'il est membre de cette Internationale (Procès du *Droit de vivre*, octobre 1964).

Quant à Patrice Chairoff, auteur d'un Dossier néo-nazi, il confirma :

> Rassinier est l'auteur de plusieurs ouvrages d'inspiration néonazie (*Le Droit de vivre,* décembre 1978).

Ces ouvrages (essentiellement: *Le Mensonge d'Ulysse, Ulysse trahi par les siens, Le véritable procès Eichmann, Le drame des Juifs européens***), Robert Faurisson les a lus. Il en a fait l'analyse critique. Rassinier avait commis des erreurs. Marqué par les batailles internes du Parti socialiste, entre 1937 et 1940, plus il avançait dans ses recherches, plus il donnait d'importance au rôle joué par la communauté juive internationale dans le déclenchement de la guerre. Cette évolution lui avait aliéné les sympathies de gauche et d'extrême gauche qui lui étaient acquises au départ. Ce fut le splendide, mais terrible isolement que renforça encore le soutien de l'extrême droite. Alors, l'exclusion fut totale.

Mais ces erreurs n'étaient que des erreurs de démarche. Faurisson est sensible au sérieux de Rassinier, à sa rigueur, à la pertinence de son argumentation sur Nuremberg, dont les statuts stipulent que:

> Le Tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration des preuves. [...]
> Le Tribunal n'exigera pas que soit rapportée la preuve de faits de notoriété publique mais les tiendra pour acquis.

Puisque ces faits existent, en grand nombre, qu'ils sont patents, irrécusables, pourquoi se contenter de la rumeur ? Bizarre...
Sur l'absence d'une politique juive cohérente du IIIe Reich, sur le nombre des victimes, sur les chambres à gaz, Faurisson admet la qualité et l'ampleur du travail d'historien accompli par Rassinier. Elles rendent insupportable et louche le refus de tout débat contradictoire. Inacceptables, les insultes et la calomnie. Pourquoi accuser Rassinier d'une ridicule connivence avec l'Internationale nazie (?), et non pas de falsification s'il avait sollicité ou falsifié les textes des romanciers concentrationnaires ?

Ces réflexions sont suractivées par une polémique que l'on avait pu lire dans l'hebdomadaire allemand (avec édition américaine) *Die Zeit*.

Dans le n° 33 du 12 août 1960, son rédacteur en chef, R. Strobel, avait violemment pris à partie le général [américain] Unrein. Il demandait que celui-ci fût chassé d'Allemagne. Pourquoi ? Aurait-il commis quelques crimes de guerre contre les populations civiles de l'Allemagne occupée ? Bien pire. Il avait osé prétendre que la fameuse chambre à gaz de Dachau n'était qu'une «douche». M. Strobel ne

l'admettait pas. Toute l'Allemagne soumise au *Questionnaire* et dénazifiée exigeait que ce fût une chambre à gaz homicide. C'était donc une chambre à gaz homicide. Rarement un pays fut aussi aplati que l'Allemagne d'après 45. A côté de la dictature des vainqueurs démocrates et libéraux, celle d'Adolf Hitler fut une plaisanterie.

Dans le n° 34 du 19 août 1960, *Die Zeit* publiait, sous le titre «Pas de gazage à Dachau», une lettre du Dr. Martin Broszat, membre (et futur directeur) de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich. On lisait :

> Ni à Dachau, ni à Bergen-Belsen, ni à Buchenwald des juifs ou d'autres détenus n'ont été gazés. La chambre à gaz de Dachau n'a jamais été complètement terminée et mise «en service». Des centaines de milliers de détenus, qui périrent à Dachau ou dans d'autres camps de concentration situés à l'intérieur des frontières de l'Ancien Reich, furent victimes avant tout des catastrophiques conditions d'hygiène et d'approvisionnement : rien que dans les douze mois allant de juillet 1942 à juin 1943, 110.812 personnes moururent de maladie et de faim dans tous les camps de concentration du Reich, d'après les statistiques officielles de la SS. L'anéantissement massif des juifs par le gaz commença en 1941 / 1942 et il prit place uniquement en de rares points choisis à cet effet et pourvus d'installations techniques adéquates, avant tout en territoire polonais occupé (mais nulle part dans l'Ancien Reich) : à Auschwitz-Birkenau, à Sobibor-sur-Bug, à Treblinka, Chelmno et Belzec.
> Là mais non à Bergen-Belsen, Dachau ou Buchenwald, furent érigés ces dispositifs d'anéantissement en masse, camouflés en douches ou en chambres de désinfection, dont il est question dans votre article. Cette distinction nécessaire ne change assurément pas d'un pouce le caractère criminel de l'institution des camps de concentration. Mais peut-être peut-elle aider à supprimer la fatale confusion d'où il résulte que maints incorrigibles se servent d'arguments isolément justes mais séparés de leur contexte à des fins polémiques et [d'où il résulte aussi] que se hâtent d'y répliquer des gens qui assurément possèdent un exact jugement d'ensemble mais qui s'appuient sur des informations fausses ou défectueuses.

La personnalité du Dr. Martin Broszat et l'autorité officielle de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich donnaient une importance capitale à cette déclaration publique. Elle posait et imposait quatre interrogations aussi corrosives les unes que les autres :

(1) Puisque les chambres à gaz constituaient l'outil n° 1 de «l'anéantissement en masse», pourquoi le régime hitlérien ne les avait-il pas installées dans tous les camps de concentration ? En d'autres termes, pourquoi les avait-il limitées aux camps ouverts en Pologne occupée ?

(2) Puisqu'il n'y avait pas eu de chambres à gaz à Dachau, comment le réquisitoire du Tribunal de Nuremberg avait-il pu certifier leur existence, à Dachau même ? Comment avait-il pu, en novembre 45, projeter un film aux accusés qui, bouleversés devant un spectacle dont ils avaient tout ignoré, regardaient le fonctionnement de cette chambre à gaz qui, selon le Dr. Martin Broszat, n'avait jamais été mise en service à Dachau, mais qui, sur l'écran de Nuremberg, gazait cent juifs par séance à Dachau ?

(3) Puisque l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, tout entière acquise à Israël, affirmait qu'aucune chambre à gaz n'avait existé à Dachau, Buchenwald ou Bergen-Belsen, comment expliquait-on qu'une foule de témoins oculaires en ait vu fonctionner dans ces camps ? Par la fragilité du témoignage humain ? Par le mensonge d'Ulysse ?

(4) Enfin, si l'on ne pouvait croire aux témoins qui racontaient comment l'on mourait dans les chambres à gaz de Dachau, Buchenwald ou Bergen-Belsen puisque celles-ci étaient des mythes, comment pouvait-on faire crédit à d'autres témoins qui racontaient, souvent de manières différentes et même contradictoires, leur fonctionnement à AuschwitzBirkenau, Sobibor-sur-Bug, Treblinka, Chelmno et Belzec ?

Comme le Dr. Martin Broszat et l'Institut tout entier refusaient d'éclairer sa lanterne, Robert Faurisson décida de pousser à fond ses investigations et l'examen des documents, pour répondre à ces questions essentielles et accessoirement à quelques autres.

UNE GUERRE DE VINGT ANS

L'intitulé — le professeur gagne — de ce *Cahier* n'est pas *A-t-on* lu *Faurisson ?*. Je ne vais donc pas raconter le résultat de ses travaux, de ses analyses, de ses enquêtes et de ses conclusions sur les chambres à gaz. Il faut les lire dans les ouvrages qu'il a écrits, seul ou en collaboration, qui sont parus à la Vieille Taupe, et dans les importants articles qu'ont publiés les *Annales d'histoire révisionniste* et la *Revue d'histoire révisionniste****.

Je vais simplement donner quelques dates importantes de cette guerre qui dure depuis vingt ans.

1974. Le Dr. Martin Broszat se refusant toujours à lui répondre, Robert Faurisson adresse une lettre circulaire à tous les représentants, dans le monde, du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale.

Il leur demande — entre autres questions — leur position personnelle sur les chambres à gaz : mythe ou réalité. Il ajoute :

> Je n'ai pu, jusqu'à présent, découvrir de photographies de chambres à gaz qui paraissent présenter quelque garantie d'authenticité. Ni le Centre de documentation juive de Paris, ni l'Institut für Zeitgeschichte de Munich n'ont pu m'en fournir. Auriez-vous, pour votre part, connaissance de photographies à verser au dossier de la question ?

Sans doute pour donner plus de poids à sa requête, les lettres sont à en-tête de la Sorbonne nouvelle (Censier, Paris III) où Faurisson est professeur depuis 1969. Le destinataire de l'une d'elles est le Dr. Kubovy, directeur du Centre de documentation juive de Tel Aviv. Il ne la recevra jamais. Et pour cause : il est mort.
La lettre n'est pas perdue pour autant. Elle parvient au quotidien israélien *Yedioth Aharonoth* qui la publie assortie d'un commentaire moqueur (26 mai). En France, *Tribune juive-Hebdo* la reprend (14 juin), puis *le Canard enchaîné* (17 juillet), qui publie ainsi une lettre privée en la tronquant sans demander l'avis de son auteur.

Sanction immédiate : Faurisson est exclu du SNE-Sup dont il était membre depuis une vingtaine d'années, et le journal *le Monde* refuse ses droits de réponse.

Sanction suivante: A Lyon 2, où il enseigne maintenant, l'ostracisme est évident. Le développement de sa carrière de maître de conférences est bloqué. Le président de l'université, M. Bernadet, se sert d'une lettre où Faurisson écrivait qu'il n'avait rien publié... de révisionniste, pour déclarer : «M. Faurisson n'a jamais rien publié». Et donc, pourquoi mériterait-il promotion? Les livres sur Rimbaud, Lautréamont, Nerval ; les études sur Ronsard, Baudelaire, Gide, Céline, ne sont évidemment pas des publications susceptibles de retenir l'intérêt du président Bernadet.
— Vous êtes un nazi et un fou, lui dit-il.

Faurisson porte plainte devant le tribunal administratif de Lyon. L'affaire monte jusqu'au Conseil d'État. Finalement Faurisson est débouté : «Rien n'est matériellement inexact dans ce qu'a dit M. Bernadet».

Ces choses-là sont rudes.
Il faut, pour les comprendre,
Avoir fait des études.
(Victor Hugo)

1978. Affaire Darquier de Pellepoix. L'ancien commissaire général aux Questions juives, 81 ans, grabataire, condamné à mort, vivait en exil. Un reporter de *l'Express* (propriétaire : Jimmy Goldschmidt), en mission commandée et provocatrice, se fait admettre au chevet du vieillard. Celui-ci trouve des forces nouvelles pour affirmer qu'«à

Auschwitz on n'a gazé que des poux». L'interview (?), qui paraît le 28 octobre, fait un pétard de feu de Yahveh ! Premier juge d'instruction de Paris, Émile Cabié est saisi. Alain de Rotschild pour le C.R.I.F., Jean Pierre-Bloch pour la L.I.C.A., Charles Palant pour le M.R.A.P. se précipitent dans son cabinet. Il faut que justice passe. Ce qui est fait.

Contrairement à l'esprit de la loi, M. Goldschmidt et *l'Express* ne sont l'objet d'aucune plainte. Seul Darquier est poursuivi. Certains réclament l'extradition, la Haute Cour et regrettent déjà qu'on se soit tellement pressé de supprimer la peine de mort.

Robert Faurisson saute sur l'occasion. Il croit indispensable d'apporter un avis autorisé. En juin de la même année déjà, nonobstant l'expérience de Rassinier et ses propres résolutions, il a donné à *Défense de l'Occident*, la revue de Bardèche, classée à l'ultra-droite, une longue note de synthèse sur «Le "problème" des chambres à gaz». Il croyait pouvoir se le permettre. Il avait eu l'habileté de la faire précéder d'un avertissement:

> Maître de conférences à l'université de Lyon (critiques de textes et de documents), M. Faurisson nous demande de préciser qu'il ne cautionne évidemment pas les opinions politiques de ceux qui le publient.

On espère pour lui qu'il espérait ainsi se protéger plus de ses amis de gauche, que de ses ennemis.

En novembre, profitant de l'actualité créée par l'interview de Darquier, Faurisson envoie à différents journaux une lettre qui dit :

> Les massacres en prétendues «chambres à gaz» sont un mensonge historique [...]. Je suis prêt à tout débat sur la question [...].

Le Matin de Paris réagit. Son correspondant à Lyon, Claude Régent, rencontre Faurisson au Sofitel. Faurisson pose ses conditions. Il veut une interview écrite. On se mettra d'accord sur la longueur. Elle passera intégralement, sans coupures ni ajout. Régent ne promet rien. Il enregistre la conversation qui suit et construit un entretien de fantaisie. Il fait dire à Faurisson ce qu'il n'a jamais dit. Exemple:

> Darquier n'est pas seul [...]. A Lyon, un enseignant, Robert Faurisson, le soutient.

L'article sert de référence à toute la presse. On lit dans *Libération* :

> N'y aura-t-il que les étudiants habituels du cours de littérature française du vingtième siècle pour écouter lundi [20 novembre 1978] M. Faurisson à la faculté du quai Claude-Bernard, en salle 12, à 14 heures ?

Cet article est du 17 novembre 1978. Le même jour, le président Bernadet suspend «provisoirement» les cours de Faurisson à partir du 20 mais se garde de le prévenir. Le 20, celui-ci se rend donc à l'université. Le guet-apens souhaité par *Libération* est tendu. Des «étudiants», étrangers à la faculté, attendent le professeur sacrilège. Peut-on discuter des chambres à gaz et de Proust ? A l'évidence, non. Faurisson est assailli dans son bureau. Il se dégage. Il court dans les couloirs, la meute aux trousses. Les appariteurs montrent un contrôle d'eux-mêmes admirable. Ils ne bronchent pas.
Rattrapé à la sortie, il est rossé. Un de ses étudiants est blessé. Un matraqueur lui crie :
— Maintenant que l'on connaît ta gueule, t'es foutu.

• 1979. La suspension provisoire est levée. Reprise des cours sur Proust le 9 janvier. Les inscriptions «Faurisson assassine les morts» ont été recouvertes, mais l'Union des Étudiants juifs distribue un tract:

> Il ne s'agit pas pour nous de polémiquer avec M. Faurisson ni avec aucun fanatique de son espèce mais nous devons tirer la leçon des récents attentats antisémites car Faurisson n'est pas seulement un personnage dont le délire fait hausser les épaules, c'est un homme dangereux [...]. C'est pourquoi nous demandons son exclusion définitive de l'université Lyon 2 et sa radiation du corps enseignant.

Ce morceau de bravoure a comme titre : «Halte au mensonge et à la haine !» Mais où est le mensonge ? Où est la haine ? Où sont les fanatiques ?

Le président de l'université s'étant déclaré incapable d'assurer la sécurité, Faurisson renonce à faire son cours. Il réussit à s'éclipser par une porte dérobée. Elle n'a jamais mieux mérité l'appellation d'«issue de secours».

Le 15 janvier, ça recommence, en mieux organisé. Ça se rode. A l'Union des Étudiants juifs se sont joints l'A.G.E.L., l'U.N.E.F., l'A.N.A.R., les Cercles Barricades, le Comité de Coordination des organisations juives de Lyon, le Comité de la Résistance, la Ligue communiste, et M. Emmanuel Hamel, député U.D.F. de la deuxième circonscription du Rhône. Ce n'est pas encore cette fois qu'on étudiera Proust.
La semaine suivante, Robert Faurisson reçoit des informations concordantes : un commando spécial descend de Paris pour lui faire la peau. A l'université, ça se confirme. Il arrive. Faurisson n'insiste pas. Comme il s'en va, il croise les tabasseurs. Ils ne le reconnaissent qu'après l'avoir dépassé. La chasse à l'homme démarre. Rien n'allonge plus la foulée que le danger de mort. Faurisson maintient la distance.

Voici un chantier providentiel. Il s'y lance, sème définitivement les zélotes et s'écroule, épuisé, derrière un muretin.
—Qu'est-ce qu'il y a donc contre toi ? lui demande un ouvrier arabe.
Faurisson n'a pas de souffle pour lui répondre.
La dernière tentative a lieu le 14 mai. Cette fois, les cartes sont contrôlées à l'entrée. Le professeur Faurisson fait son cours pour une étudiante : la seule qui ait pu franchir le barrage. Ce sera la dernière classe de sa vie. On pourrait en faire une nouvelle, un «à la manière de...» d'Alphonse Daudet, dont le maître d'école s'appelait, coïncidence, M. Hamel !
A la rentrée universitaire, le professeur Faurisson est muté dans l'enseignement par correspondance. Après la suspension de droit et la suspension de fait, c'est le placard à vie.

• 1980. Paraissent les deux premiers livres révisionnistes français depuis la mort de Rassinier: D'abord *Vérité historique ou vérité politique ?*. Signé par Serge Thion (chercheur au C.N.R.S.), ce livre contient deux longs textes de Robert Faurisson, en particulier l'étonnante enquête sur le *Journal* d'Anne Frank, qui se termine par cette conclusion : «Le *Journal* d'Anne Frank est une supercherie». A lire absolument, avec le n° 7 des *Annales* («Les écritures d'Anne Frank»).
Faurisson a également rédigé le second ouvrage, *Mémoire en dffense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*, précédé d'une préface de Noam Chomsky, fils de rabbin et personnage très coté de l'intelligentzia américaine.
L'éditeur est Pierre Guillaume, à l'enseigne de la Vieille Taupe, une librairie de la gauche non-conformiste qu'il fonda en 1972. Il y réunit des intellectuels, anciens communistes trotzkystes ou libertaires, engagés aussi à l'ultragauche, comme Jean-Gabriel Cohn-Bendit (le frère de l'autre), Jacob Assous, José Benhamou, J.P. Carasso, etc.
Au printemps de 1979, ils avaient voulu publier dans *le Monde* un placard publicitaire de 1.500 francs:

> Le soutien apporté par Jean-Gabriel Cohn-Bendit et la Vieille Taupe au professeur Faurisson a constitué pour beaucoup un traumatisme et créé une situation aux développements potentiels incalculables.
> La L.I.C.A. accuse le professeur Faurisson d'être un faussaire.
> Si quiconque apporte la preuve que le professeur Faurisson a commis un seul faux, Jean-Gabriel Cohn-Bendit et la Vieille Taupe s'engagent à rompre immédiatement avec le professeur Faurisson et à consacrer autant d'efforts à le faire savoir qu'ils en ont consacrés à le soutenir jusqu'ici.

Après avoir accepté, les services de publicité du *Monde* se ravisent sur intervention de la direction. On ne se fâche pas avec M. Bloch pour 1.500 francs. Car les pressions ne cessent d'augmenter en nombre et en intensité. On lit à la dernière page du *Mémoire en défense* :

> Le diffuseur qui avait courageusement assuré la diffusion des ouvrages précédents [réédition du *Mensonge d'Ulysse* et d'*Ulysse trahi par les siens*, édition de *Vérité historique ou vérité politique ?*...] ferme ses portes [...]. Quatre diffuseurs ou distributeurs sollicités ont refusé de promouvoir nos livres, sans que les motifs et les justifications économiques puissent être démêlés des censures idéologiques.
> Au moment d'imprimer cet ouvrage, nous ne savons pas comment il sera diffusé.

Il ne le fut pas. On dut l'acheter par correspondance. Ce qui limite la vente, mais crée des liens très forts entre l'auteur, l'éditeur (ou l'auteur-éditeur) et le lecteur. Malheureusement, la pénétration est beaucoup plus lente (c'est aux lecteurs de faire notre publicité) et l'équilibre financier beaucoup plus difficile.
Dès le début, tout a été mis en œuvre pour empêcher que le grand public puisse connaître les dix « il n'existe ni... » du professeur Faurisson :

> Il n'existe:
> 1. Ni un **ordre** d'exterminer les juifs ;
> 2. Ni un **plan** pour mener à bien cette extermination ;
> 3. Ni un **organisme centralisateur** pour en coordonner l'exécution ;
> 4. Ni un **budget** ; or, rien ne se fait sans argent ou sans crédits ;
> 5. Ni un **organe de contrôle** ; or, dans un pays en guerre, tout doit se contrôler ;
> 6. Ni une **arme**, car il n'existe aucune expertise de l'arme du crime : soit la chambre à gaz homicide, soit le camion homicide ;
> 7. Ni un **cadavre**, car on ne possède aucun rapport d'autopsie prouvant un assassinat par gaz-poison ;
> 8. Ni un **procès-verbal de reconstitution** du crime, alors qu'en France une enquête sur un assassinat s'accompagne, normalement, de la reconstitution de la scène du crime ;
> 9. Ni un **témoin contre-interrogé sur la matérialité même du crime** car, au procès de Toronto (1985) où, pour la première fois, on a osé ce type de contre-interrogatoire, les meilleurs « témoins » ont été confondus ;
> 10. Ni un **aveu vérifié**, car les confessions de Gerstein et les aveux de R. Höss, enfin analysés, se sont révélés dénués de valeur et impossibles à défendre [...].

S'il était si facile de confondre le professeur Faurisson, il eût été préférable de le laisser s'exprimer publiquement, devant la plus large audience qui soit, pour en finir définitivement avec ce révisionnisme-là.

• 1981. La valse des procès intentés depuis 1979 prend de l'ampleur. Ils sont de deux sortes: ceux que fait Faurisson et ceux qui lui sont faits.

Quand Faurisson fait des procès et qu'il les gagne, il obtient 1 franc de dommages-intérêts et pas d'insertion dans les journaux (exemple: le procès contre l*e Matin de Paris*).

Quand on fait des procès à Faurisson et qu'il les perd, il est condamné à de lourdes peines et amendes et à de nombreuses insertions. Exemple : l'affaire d'Europe 1. Elle mérite d'être rappelée.

En décembre 80, M. Bloch père, président des B'nai B'rith et de la L.I.C.A., est reçu par son ami Yvan Levaï au micro d'Europe I (émission «Expliquez-vous...»). Il traite Faurisson de faussaire et d'agent payé par Khadafi. Pierre Guillaume, bon négociateur, obtient un droit de réponse dans la même émission. Vibrionnant comme à l'accoutumée et si possible plus excité encore, Yvan Levaï coupe sans cesse la parole au professeur. Si bien que celui-ci brusquement élève la voix. Il dit :

—Attention ! Aucun des mots que je vais dire n'est inspiré par une sympathie ou une antipathie politique.

Et il lance la «phrase de soixante mots» :

—Les prétendues etc.

La L.I.C.A., le M.R.A.P. et l'Amicale des Anciens Déportés d'Auschwitz portent immédiatement plainte pour diffamation raciale et incitation à la haine raciale. Pour ces deux motifs, Robert Faurisson est condamné à trois mois de prison avec sursis, à une peine d'amende et à payer la lecture du jugement à la radio et à la télé, à une heure de grande écoute, ce qui représentait une somme de 3 millions 600 000 francs !

Autres exemples. Faurisson parle:

> Les attaques contre ma personne prenaient une forme si violente et si mensongère que je décidais d'en appeler à la justice dans deux cas pris parmi quelques milliers de cas possibles. Je portais plainte, d'une part, contre Jean Pierre-Bloch, responsable de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA) et auteur d'un livre de mémoires où j'étais présenté comme un nazi et un falsificateur condamné en tant que tel par les tribunaux français, et, d'autre part, contre le journal communiste *l'Humanité*.
>
> Je perdis ces deux procès en première instance et en appel. Les magistrats reconnurent que j'avais été diffamé mais, ajoutaient-ils, mes adversaires m'avaient diffamé de bonne foi ; en conséquence, ils devaient être acquittés et je devais payer tous les frais de ces procès. *Le Droit de vivre* (février 1985, p. 7), organe de la LICRA, titra triomphalement : «Traiter Faurisson de faussaire c'est le diffamer mais "de bonne foi"». C'était inviter à me traiter partout de faussaire et c'est ce qui se produisit.
>
> Par l'arrêt du 26 avril 1983, j'avais été condamné à payer la publication de toute une partie de cet arrêt. Les magistrats évaluaient les frais de publication à 60.000 F «sous réserve d'une plus juste appréciation au vu

> des devis et factures», ce qui pouvait signifier que cette somme n'était qu'un minimum. La LICRA procèda, sans m'en soumettre le texte, à une publication dans la revue *Historia.* Ce texte était gravement falsifié. Je poursuivis la LICRA et obtins 1 F de dédommagement. En revanche, je dus verser, malgré tout, 20.000 F pour cette fausse publication. Mon salaire était saisi à la hauteur d'environ 60.000 F. A l'heure présente, la LICRA exige encore et toujours plus d'argent ; elle obtient cet argent mais le garde par devers elle et ne publie toujours pas l'arrêt (*Annales* n° 8, printemps 1990).

Dans tout ce manège de procès qui tourne depuis quatorze ans au son de la même musique criarde, nous retiendrons les deux jugements du premier.
M. Faurisson était poursuivi pour «falsification de l'histoire» par M. Bloch (L.I.C.A., devenue par la suite L.I.C.R.A.), M. Paraf (M.R.A.P.), Mme Cohen (Amicale des Déportés d'Auschwitz et des Camps de Haute-Silésie), M. Klarsfeld (Fils et Filles des Déportés juifs de France) et cinq autres associations du même ordre. Le 8 juillet 1981, en première instance, il était condamné pour «dommage à autrui», apologie *indirecte* des crimes de guerre et incitation *indirecte* à la haine raciale *par l'effet d'une légèreté insigne accompagnée d'une conscience claire.*
La rédaction est due à la plume exercée de M. Pierre Drai. La pratique du Talmud n'est pas sans avantage.
Robert Faurisson interjetait appel. Le 26 avril 1983, la cour rendait son arrêt. Sept alinéas n'étaient pas sans lui reconnaître quelque mérite.
On lisait en effet :

> 1. Considérant que [...] les recherches de M. Faurisson ont porté sur l'existence des chambres à gaz qui, à en croire de multiples témoignages, auraient été utilisées durant la seconde guerre mondiale pour mettre à mort de façon systématique une partie des personnes déportées par les autorités allemandes ;

«A en croire», «auraient été» : employés ailleurs, cette forme dubitative et ce mode conditionnel auraient pu justifier des poursuites de la part de Mme Cohen et de MM. Bloch, Paraf, Klarsfeld etc.

> 2. Considérant qu'à s'en tenir provisoirement au problème historique que M. Faurisson a voulu soulever sur ce point précis, il convient de constater que les accusations de légèreté formulées contre lui manquent de pertinence et ne sont pas suffisamment établies ;

Rappelons que M. Bloch et les siens avaient eu cinq ans pour établir l'accusation de légèreté coupable qu'ils portaient.

> 3. qu'en effet la démarche logique de M. Faurisson consiste à tenter de démontrer, par une argumentation qu'il estime de nature scientifique, que l'existence des chambres à gaz, telles que décrites habituellement depuis 1945, se heurte à une impossibilité absolue qui suffirait à elle seule à invalider tous les témoignages existants ou, à tout le moins, à *les frapper de suspicion.*

Ainsi, la Cour reconnaît que la démarche de Faurisson est *logique et argumentée*. Elle ne conteste pas qu'il puisse l'estimer *de nature scientifique.* Elle admet que cette argumentation suffirait *à invalider tous les tétnoignages existants,à tout le moins à les frapper de suspicion*. On ne pouvait guère aller plus loin.

> 4. il n'appartient pas à la Cour de se prononcer sur la légitimité d'une telle méthode ni sur la portée des arguments exposés par M. Faurisson [...]

Peut-être... mais elle aurait pu dénoncer l'illégitimité de la méthode du professeur et la portée de ses arguments. Ne pas le faire c'est reconnaître leur valeur.

> 5. il n'est pas davantage permis d'affirmer, eu égard à la nature des études auxquelles il s'est livré, que [M. Faurisson] a écarté les témoignages par légèreté ou négligence, ou délibérément choisi de les ignorer ;

La Cour certifie donc que le professeur Faurisson, étudiant le problème des chambres à gaz, a effectué un travail sérieux et de bonne foi.

> 6. en outre, personne ne peut en l'état le convaincre de mensonge lorsqu'il énumère les multiples documents qu'il affirme avoir étudiés et les organismes auprès desquels il aurait enquêté pendant plus de quatorze ans;

Personne ? Il faudrait poursuivre Mme Cohen, MM. Bloch, Paraf, Klarsfeld etc., qui ne cessaient de traiter le professeur Faurisson de menteur, faux chercheur, faussaire et falsificateur.

> 7. Ia valeur des conclusions défendues par M. Faurisson relève donc de la seule appréciation des experts, des historiens et du public.

En bon français, cela signifie que, pour la première chambre (section A) de la Cour d'appel de Paris, les travaux du professeur Faurisson ne relèvent pas de la Justice mais des experts, des historiens et du public. L'acquittement semblait donc acquis. Il n'en fut rien. La Cour confirma le tribunal de première instance et condamna Robert Faurisson à un franc de dommages-intérêts et aux frais du procès (14.000 F).

—J'accepterais d'être dix fois condamné de cette façon, déclara-t-il.
Je laisse le lecteur juge, en son âme et conscience, et dans la certitude de son «intime conviction».

*

Je ne voudrais pas terminer sans dire un mot de sa défense ; car elle répond aussi à la question : *Mais qui est donc le professeur Faurisson ?*
Il avait choisi deux avocats d'opinions opposées. Me Yvon Chotard, du barreau de Nantes, ami de Jean-Gabriel Cohn-Bendit, est un homme de gauche. Lors du premier procès, il n'était pas convaincu du bien-fondé des positions du professeur ni même de son honnêteté intellectuelle. En 81, il défendait la liberté d'expression. Si bien qu'en 1983, quand il fut acquis aux thèses faurissoniennes, un avocat de la partie adverse, Me Rappaport, leva les bras au ciel et s écria:
—Ah ! Me Chotard, vous avez beaucoup changé depuis la dernière fois, oui, vous avez beaucoup changé !
Me Éric Delcroix, du barreau de paris, était, lui, connu pour ses convictions hardiment réactionnaires. On n'en attendait pas moins d'un descendant de Léon Daudet. Il défendit le professeur Faurisson sur le fond, tout en commençant par poser un problème capital : un tribunal est-il compétent en histoire de la seconde guerre mondiale ? Il fut éblouissant, comme souvent, pour ne pas dire toujours, pointu, pertinent et plaidant avec autant d'éloquence que de courage sur un dossier bien travaillé.
Quand Anne Sinclair, qui n'était pas encore Strauss-Kahn mais Levaï, me convoqua à la XVIIe pour une innocente histoire de soutien-gorge, je songeais à Me Vergès. Je l'avais rencontré à l'occasion du procès Barbie. Nous avions peu d idées en commun. Mais je songeais au talent, à l'effet médiatique. Vergès contre Sinclair. On allait en parler, du Sentier et de l'avenue Foch. Je lui demandai donc de me défendre. N'avait-il pas déclaré qu'il défendrait qui aurait besoin de ses services ? Il accepta mais formula quelques réserves : Avais-je bien réfléchi ? Mes amis de l'Algérie française, qu'allaient-ils en penser ? Et Le Pen, lui avais-je demandé conseil ? Je calmais ses craintes. Tout me semblait réglé. Lorsque, deux jours avant la première audience de fixation, il me dépêcha Serge de Beketch, puis une de nos amies communes. Me Vergès se dérobait. Sans autres explications. En réalité parce qu'il ne voulait pas risquer de s'aliéner TF 1. J'étais très embêté. J'allais avoir bonne mine en disant à Me Éric Delcroix :
—J'avais choisi Me Vergès. Il était d'accord. Il renonce. Alors, je viens vers vous...
Il fallait pourtant y aller.

Me Delcroix m'écouta, un petit sourire aux lèvres. Son œil bleu brillait de malice.
—Mais bien sûr, dit-il.
Ce fut une des meilleures décisions de ma vie. Je n'ai jamais eu d'avocat plus attentif, précis, prévenant, travailleur, scrupuleux, organisé et talentueux. Je ne sais comment remercier Me Vergès. A Noël, je lui enverrai des Havanes.
Quelques jours avant le procès, une de mes relations amicales qui fut un haut magistrat me demanda:
—Qui avez-vous comme avocat ?
— Me Delcroix.
Il fit un petit bruit de bouche.
—Ah ! Delcroix... Quel dommage qu'il soit révisionniste... C'est un des meilleurs de sa génération.
Quand on connaît le professeur Faurisson, on ne s'étonne pas qu'il ait choisi comme défenseur principal Me Éric Delcroix.

- 1987. Un dernier mot sur la persécution.

Le 1er janvier 1987, à propos d'un tract sur *Shoah*, le film de Claude Lanzmann, l'Agence France-Presse (AFP) publiait le communiqué suivant:

> Des individus comme Robert Faurisson, estime la Fédération [française des sociétés de journalistes], ne devraient pas pouvoir écrire impunément ce qu'ils écrivent et diffusent. L'infamie et le racisme ont des limites. La déontologie de l'information interdit qu'on puisse écrire n'importe quoi, les contre-vérités les plus folles, au mépris de la vérité et donc de la liberté de savoir, en connaissance de cause. [...] «En plein procés Barbie, et alors que les tentatives révisionnistes se multiplient, conclut la Fédération, il est urgent que les autorités judiciaires au nom du respect de l'information et des Droits de l'homme sanctionnent de tels tracts infamants et leurs auteurs, en les empéchant de récidiver.»

Cette Fédération groupe des sociétés de journalistes aussi importantes que celles de TF 1, Antenne 2, FR 3, l'AFP, du *Monde*, de *l'Équipe*, *Sud-Ouest*, etc. Le professeur Faurisson était donc mis au ban des grands médias de son pays. Même les journalistes sportifs condamnaient le révisionnisme et incitaient les pouvoirs judiciaires à sévir. S'il espérait pouvoir expliquer ses vérités sur les écrans des chaînes de télé, Robert Faurisson devait abandonner toute illusion. Il ne devait pas en nourrir beaucoup. Depuis le déclenchement des hostilités, soit depuis une douzaine d'années, le professeur Faurisson a dû passer une fois à la télévision. C'était un soir de juin 1987, sur FR 3, lors du journal de 22 h 15, très suivi à cause des pataquès, bourdes et sottises qu'y multipliait la meneuse de jeu : Jacqueline Alexandre. Robert Faurisson parut pendant

une demi-minute environ. Jacqueline Alexandre l'avait annoncé comme une sorte de monstre à visage humain. Après l'intervention, elle répéta qu'on venait d'entendre et de voir une sorte de monstre, de crainte qu'on n'eût pas compris sa première blédine. C'était une sage précaution.
Commentaire du professeur:

> La radio et les journaux nous sont interdits. Rarement un groupe d'hommes aussi peu nombreux aura-t-il à ce point fait parler lui, mais seulement en mal et sans pouvoir présenter sa défense.

Et il ajoute :

Je suis optimiste pour l'avenir du révisionnisme, mais pessimiste pour celui des révisionnistes. Le révisionnisme connaît aujourd'hui une telle vigueur que rien ne l'arrêtera plus ; nous n'avons plus à craindre le silence. Mais les chercheurs révisionnistes vont payer cher ce développement de leurs idées et il n'est pas exclu que, dans certains pays, nous ne soyons contraints à une activité de samizdat pour des raisons de danger accru et de pauvreté croissante (en particulier à cause des frais de justice et des condamnations judiciaires).

N.B. On ne saurait mieux dire. Pendant la rédaction de ce *Cahier,* j'ai été l'objet de deux nouvelles poursuites, l'une de M. Bloch, l'autre de Mme Sinclair. Celle-ci me réclame vingt millions de centimes. Elle doit mesurer mes ressources à l'aune de ses revenus.

* * *

* *A-t-on* lu *Rimbaud ?,* suivi de *L'affaire Rimbaud.* un vol. de 200 pages à La Vieille Taupe, BP 9805, 75224 Paris Cedex 05, 120 F franco.
** Réédités par La Vieille Taupe, au prix (franco) de 80 F, 60 F, 80 F et 90 F.
*** Essentiellement: *Vérité historique ou vérité politique ?* (avec Serge Thion): 352 p., 150 F; *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire,* XXIX-279 p., 120 F; *Réponse à Pierre Vidal-Naquet,* 96 p., 40 F; *Épilogue judiciaire de l'Affaire Faurisson,* 32 p., 25 F; la collection complète des *Annales d'histoire révisionniste*: huit numéros, 450 F (La Vieille Taupe, BP 9805, 75224-Paris Cedex 05); l*a Revue d'histoire révisionniste,* prix au numéro: 60 F (n° I à 4) et 85 F (n° S et 6); la collection complète des six numéros: 350 F (R.H.R., BP 122, 92704-Colombes Cedex).
++++++++++++++++

Ce texte de François Brigneau, *Mais qui est donc le professeur Faurisson ?* est publié, sans doute en 1992, dans "Mes derniers cahiers", deuxième série, n° 1, aux publications FB, 21 rue Mademoiselle, 75015 Paris. 79 p.